



NATIONS UNIES
MALI



RAPPORT ANNUEL DE RESULTATS 2020

MALI

Table de matière

AVANT-PROPOS	5
EQUIPE DE PAYS (UNCT)	7
PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES DANS LE PAYS	9
1. PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS DANS LE PAYS ET LE CONTEXTE RÉGIONAL	11
2. RÉPONSE SOCIO-ÉCONOMIQUE À LA PANDÉMIE DU COVID-19	14
3. SOUTIEN DE L'ONU AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	20
3.1. VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS DU CADRE DE COOPÉRATION	20
3.2. PRIORITÉS, RÉSULTATS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPÉRATION	22
3.3. SOUTIEN AUX PARTENARIATS ET AU FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030	46
3.4. RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DE ONE UN	48
3.5. EVALUATIONS ET LEÇONS APPRIS	43
3.6. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES	50
4. PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE PROCHAINE	55
4.1. RÉPONSE COVID-19	55
4.2. ONE UN	46
4.3. "BUSINESS INNOVATIONS"	46
4.4. FINANCEMENT ET PARTENARIAT STRATÉGIQUE	46
4.5. MISE EN ŒUVRE DES ODD	47
ANNEXES	58
PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE	58
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	59

Avant-Propos

Le gouvernement de la République du Mali et le Système des Nations Unies se sont résolument engagés dans la mise en œuvre du nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable (UNSDCF) malgré le contexte particulier de l'année 2020 marqué par plusieurs défis, notamment politiques et institutionnels, humanitaire, de sécurité et des effets de la crise de la pandémie du COVID-19.

L'UNSDCF est le cadre de programmation conjointe et d'engagement du gouvernement de la République du Mali et du système des Nations Unies pour la période 2020 - 2024. Il s'aligne sur le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali (CREDD) 2019 – 2023, sur l'Agenda 2030 et sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Sa mise en œuvre, suivant l'approche Nexus humanitaire, développement et paix, est complémentaire du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2020-2022 et du Cadre Stratégique Intégré (ISF) 2019-2021.

Elaboré de façon participative et inclusive, l'UNSDCF du Mali s'inscrit dans la nouvelle génération des Cadres de coopération tel que voulu par la réforme du système des Nations Unies pour le développement entreprise par le Secrétaire Général des Nations Unies. Il a pour objectif de renforcer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des activités opérationnelles des Nations Unies de manière à contribuer de façon optimale, collective et cohérente à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans un Mali apaisé, uni et résilient.

Le présent Rapport de Résultats au titre de l'année 2020, première année de mise en œuvre de l'UNSDCF du Mali, présente les progrès réalisés au cours de l'année dans la contribution des Nations Unies aux priorités de développement durable du pays, les contraintes et les défis, les enseignements tirés et les perspectives pour l'année 2021. Les résultats exposés sont le fruit de la collaboration constante entre le système des Nations Unies et ses partenaires des services centraux et déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales, de la société civile, du secteur privé et des donateurs et partenaires techniques et financiers du Mali.

Nous voudrions donc ici saluer l'engagement constant et les contributions

de toutes les parties prenantes à soutenir la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 au Mali et à assurer que personne ne soit laissée de côté.

Des progrès sont certes notés au terme de cette première année du cycle mais les défis restent élevés pour l'atteinte des cibles visées. C'est pourquoi, au nom du Gouvernement de la République du Mali et du système des Nations Unies, nous invitons et encourageons toutes les parties prenantes, les acteurs de développement et humanitaires au niveau central et déconcentré, les collectivités locales, les partenaires techniques et financiers, les populations bénéficiaires à ne ménager aucun effort à contribuer à la transformation et à la prospérité du Mali.

De tous nos vœux, nous osons espérer qu'à travers les efforts collectifs de tous, les résultats escomptés pour ce cycle programmatique seront concrétisés à l'horizon 2024 à travers une gouvernance et une croissance inclusives, une résilience renforcée des systèmes et des individus, une gestion durable de l'environnement, un accès équitable aux services sociaux de base de qualité et la protection sociale renforcée, assurant à chaque malienne et à chaque malien la dignité, le bien-être et la prospérité.



S.E.M. Zeini Moulaye



Mme Mbaranga Gasarabwe

Ministre des Affaires Etrangères et de la
Coopération internationale
République du Mali

Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général
pour la MINUSMA,
Coordonnatrice Humanitaire et Coordinatrice
Résidente du Système des Nations Unies

Equipe de pays (UNCT)

L'équipe de pays du Mali est constituée de 21 agences (13 résidentes et 8 non-résidentes) sous le leadership de la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire général des NU, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du système des NU pour les activités opérationnelles de développement dans le pays.

L'équipe pays des Nations Unies au Mali, sous la direction du Coordonnateur Résident (RC), est constituée des représentants des agences, fonds et programmes des Nations Unies ayant des opérations sur le territoire. Elle est composée de 13 agences résidentes (FAO, IOM, UNAIDS, UNDP, UNESCO, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UN-OCHA, UN-OHCHR, UNWOMEN, WFP, WHO) et de 8 agences non-résidentes (IFAD, ILO, UNMAS, UNCDF, UNIDO, UNODC, UNOPS, UNV). Cette équipe travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Mali et d'autres partenaires au développement pour s'assurer que son travail est aligné sur les priorités nationales. Le cadre général d'intervention de l'équipe pays des Nations Unies est le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le développement durable 2020 – 2024 (UNDSCF), qui présente les principaux objectifs de développement partagés du système des Nations Unies dans le pays.





Principaux partenaires au développement du système de développement des Nations Unies dans le pays



Les partenaires clés de mise en œuvre du Cadre de Coopération 2020-2024 au niveau national sous la coordination générale du Ministère en charge des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale sont les autorités gouvernementales chargées de la coordination des programmes spécifiques des agences du SNU, les ministères, les ONG/OSC avec l'appui des institutions financières internationales, la coopération bilatérale et multilatérale et les acteurs du secteur privé.

La mise en œuvre de l'UNSDCF repose sur le développement constant de la synergie, de la cohérence et de l'inclusion au sein de l'équipe pays, ainsi que sur la participation et l'appropriation de la partie nationale.

En ce qui concerne les partenaires financiers de la mise en œuvre des 3 axes de résultat de l'UNSDCF, ils sont constitués majoritairement de donateurs multilatéraux et bilatéraux, tels que DFID, PBF, UE, INDITEX, DNK, TPP, Pays-Bas, Brésil, Luxembourg, Norvège, l'Agence italienne de la coopération pour le développement (AICS), USAID, Migration Ressource Allocation Committee (MIRAC),

Suède, Japon, KOICA, Suisse, Peace & security Trust Fund, QIPS (MINUSMA), Joint SDG Fund, Allemagne, CERF, Fonds Climat, Canada, Belgique, Italie, EUTF.

En sus des contributions financières, le SNU a consolidé au cours de l'année ses relations techniques et de partenariat avec d'autres institutions telles que la Banque Mondiale dans le cadre de la Facilité humanitaire-développement-consolidation de la paix et partenariat (HDPP facility). Cette collaboration s'est également manifestée à travers la consultation de l'UNCT et de la MINUSMA dans le processus de finalisation de l'Allocation de prévention et de résilience (APR).

Parmi les autres partenariats existants, le programme Spotlight Initiative financé à hauteur de 18 millions USD par l'Union Européenne.

L'équipe pays est aussi impliquée au Mali dans les cadres de concertation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) comprenant le Groupe Exécutif de Coopération (GEC), le Groupe des Ambassadeurs (GA), les Groupes Thématiques et les Groupes de Dialogue.

APERÇU GENERAL: CADRE DE COOPERATION ET LES DOMAINES PRIORITAIRES

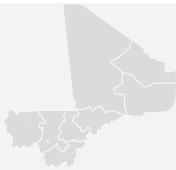


1. PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS DANS LE PAYS ET LE CONTEXTE RÉGIONAL

La sous-région du Sahel est confrontée à de multiples crises, et particulièrement au Sahel central, où la situation s'est considérablement détériorée au cours de l'année 2020. En effet, au Burkina Faso, au Mali et dans l'ouest du Niger, des crises complexes et à croissance rapide provoquent des besoins humanitaires sans précédent. Les conflits et l'insécurité ont forcé plus de personnes que jamais à fuir leurs foyers, détruisant le tissu social des communautés et perturbant les services sociaux de base et la gouvernance. Dans toute la région, le nombre de personnes déplacées est passé de 70 000 à 3,0 millions en moins de deux ans, dont 346 864 au Mali. A ce chiffre s'ajoute un nombre croissant de réfugiés qui ont fui vers les pays voisins. Le COVID-19 a eu un impact significatif sur les communautés déjà fortement affectées par les conflits et les urgences. Les mesures restrictives liées à la gestion de la pandémie pendant plusieurs mois ont profondément affecté les moyens de subsistance, les mouvements pastoraux traditionnels et l'accès à la nourriture pour les plus vulnérables. L'accès des enfants aux programmes d'alimentation scolaire était limité. Les violations des droits de l'homme, y compris les violences basées sur le genre et contre les enfants, sont en forte augmentation. Une crise alimentaire et nutritionnelle

sévère frappe durement les régions touchées par les conflits, et le nombre de personnes confrontées à un manque critique de nourriture a plus que doublé au Mali. Les effets socio-économiques de l'épidémie de COVID-19 ont accentué la pauvreté au sein des populations. L'accès aux personnes dans le besoin dans les zones affectées par la crise sécuritaire est devenu de plus en plus difficile, d'autant que la réponse militaire et l'embrasement du conflit constituent un risque majeur pour l'action humanitaire de plus en plus exposée voire ciblée par les attaques.


La situation de la gouvernance au Mali reste affectée par la dégradation de certains facteurs liés à l'insécurité, à l'Etat de droit et à la qualité de la participation des populations dans la gestion des affaires publiques ainsi qu'à la dégradation des droits de l'homme qui ont engendré de nombreuses violations et abus. Malgré la médiation initiée par la CEDEAO, la tension sociale suivie des manifestations répétées depuis le mois de juin 2020 ont entraîné le départ du président le 18 août 2020. Ces manifestations ont été organisées par le M5-RFP, une organisation hétérogène composée de groupes et de personnalités religieuses, politiques et de la société civile. Elles sont la conséquence des élections législatives controversées de mars 2020 et




des pertes en vies humaines à la suite de la manifestation du 10 juillet. Pendant cette période, l'administration publique a connu une certaine paralysie avec l'absence de gouvernement et d'institutions qui a duré plus de 3 mois jusqu'à la mise en place du gouvernement de transition début octobre.


La mise en œuvre du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF 2020-2024) intervient dans un contexte particulièrement complexe, au regard de la persistance de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus (COVID-19), qui continue de générer de graves répercussions sur l'activité économique. La récession économique et ses conséquences sur l'économie nationale provenant des effets indirects de la


Taux de pauvreté monétaire

 **42,3% national**


 **51% rural**


Prévalence du retard de croissance (enfants de -5 ans)

 **26,6% des garçons**

 **21,2% des filles**

Taux brut de scolarisation au primaire


 **73,8% des garçons**


 **70% des filles**

Insécurité alimentaire


 **24% de la population**


Taux d'emploi des jeunes

 **92,7% 15 à 40 ans**

 **0,4 Indice de Gini**

EAU , HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

 **Urbain : 96,2% des ménages ont accès à l'eau potable**

 **Rural : 81,1% des ménages ont accès à l'eau potable**

pandémie de COVID-19, potentiellement beaucoup plus dévastateurs que ses effets directs, ont entraîné une chute de la croissance du Produit Intérieur Brut de plus de 80%. Celle-ci est passée de 5% à -2,0% en 2020. Pour la première fois depuis six ans, la croissance du PIB a été bien en-deçà de la croissance démographique. Cette chute a entraîné 800 000 maliens dans la pauvreté. Malgré ce climat défavorable, le système des Nations Unies a appuyé la cellule de coordination du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté dans la revue du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD-2019-2023). Cet exercice vise à s'assurer que

les politiques et stratégies gouvernementales de relance économique et de réduction de la pauvreté et des inégalités sont mises en œuvre de manière satisfaisante pour atteindre les ODD à moyen terme et à rendre compte de l'état de mise en œuvre du CREDD en 2019 afin d'évaluer le degré d'atteinte des résultats à travers les mesures de performance. Les conclusions de cette revue constituent aujourd'hui un apport majeur qui alimentent le dialogue pour l'élaboration du budget 2021 et du plan de mise en œuvre du CREDD 2019-2023. Elles permettent également d'envisager les changements à apporter aux politiques, stratégies



et actions pour améliorer les résultats ; d'identifier les ressources nécessaires à mobiliser ; les solutions à apporter aux problèmes systémiques et transversaux et les effets potentiels de la pandémie Covid-19 et les principales mesures de réponse, notamment pour 2020 et au-delà. Les principales mesures de mitigation prises doivent être suivies, évaluées, renforcées voire ajustées. Enfin, l'ampleur des effets socioéconomiques de cette pandémie commande vraisemblablement l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de relance pour accélérer les

progrès vers les ODD.

La population du Mali est estimée à 20 257 000 habitants en 2020, enregistrant un taux d'accroissement démographique de 3% qui est bien au-dessus de la croissance économique. Les indicateurs ci-après présentent l'état de développement général du pays en 2020.

2. RÉPONSE SOCIO-ÉCONOMIQUE À LA PANDÉMIE DU COVID-19

Al’instar des autres pays du monde entier, le Mali a connu l’épidémie de la Covid-19, déclarée comme pandémie par l’OMS et qui a bouleversé toute l’humanité. Les contraintes infligées par cette crise sanitaire ne sont pas restées sans conséquences. Elle a été une crise économique, humanitaire et aussi sécuritaire qui a touché profondément les droits humains. Elle a mis en évidence d’importantes fragilités et de graves inégalités au sein du pays dont les conséquences sont très lourdes, compte tenu des diverses crises sécuritaires et humanitaires préexistantes.

Les premiers cas de COVID-19 ont été détectés le 25

mars 2020 au Mali, et en dépit des mesures de prévention prises par le Gouvernement du Mali pour limiter la propagation du virus, le nombre de cas d’infections au coronavirus a augmenté de manière fulgurante dans le pays touchant toutes les régions avec une concentration à Bamako (75% des cas). En plus des défis sanitaires, humanitaires et politiques posés par le COVID 19, il est établi que la pandémie aura des impacts négatifs et durables pour le pays, y compris sur l’atteinte des Objectifs de Développement Durable.

IMPACT SOCIOÉCONOMIQUE

Selon l’Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali réalisée par les Nations Unies en 2020, la pandémie du COVID-19 a profondément affecté le Mali. Les effets escomptés portent sur: une diminution de la croissance économique de 80% en 2020 ; la contraction de l’économie qui va affecter la capacité de l’Etat à mobiliser les ressources domestiques nécessaires à son développement ; la chute de l’économie qui va pousser 800 000 maliens dans la pauvreté ; la baisse des investissements ; l’insoutenabilité de la dette qui passera de 39% à 45% du PIB ; la baisse du taux de pression fiscale de 15,5% à 13,3% entraînant un manque à gagner de 230 milliards de F CFA pour l’Etat en 2020. Il en résulte que les progrès vers les Objectifs de Développement Durable du Mali en seront davantage compromis.

IMPACT SUR LES DROITS DE L’HOMME, LA COHÉSION SOCIALE ET LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Dans un contexte de crise sécuritaire aiguë, selon l’étude réalisée en 2020 par les Nations Unies sur l’impact du COVID-19 sur les VBG dans le pays, la pandémie a impacté négativement sur les efforts de rapprochement et de cohésion sociale entre les maliens. La pandémie a aggravé les inégalités existantes pour les femmes et les filles. Les femmes sont moins susceptibles que les hommes d’avoir un pouvoir dans la prise de décision concernant pandémie, et par conséquent, leurs besoins généraux et leur santé, y compris la santé de la reproduction peuvent ne pas être satisfaits. La pandémie du COVID 19 a sérieusement perturbé l’accès à des

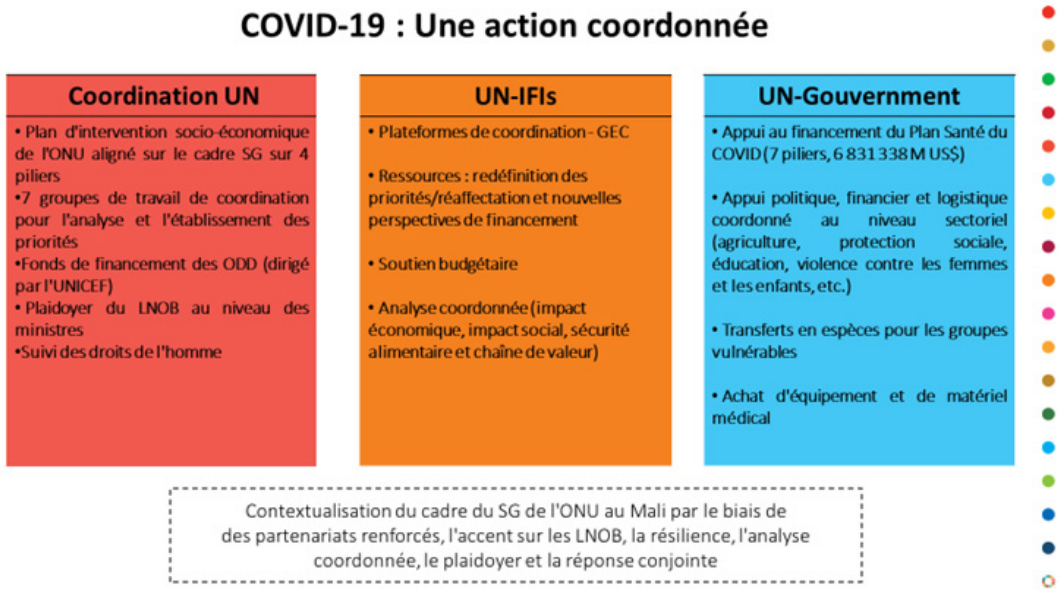
services de santé et entravé la capacité des autorités à répondre à la violence basée sur le genre, à un moment où les femmes et les filles ont le plus besoin de ces services.

IMPACT DE LA CRISE SUR LES ODD

Selon l’étude rapide d’impact socioéconomique, la pandémie aura à terme des effets sur l’atteinte des Objectifs de Développement Durable.

IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE, LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE ET LES MOYENS D’EXISTENCE DES POPULATIONS VULNÉRABLES

Cette pandémie est intervenue dans un contexte déjà difficile caractérisé d’une part par une crise sécuritaire et des conflits communautaires dans le Nord et le Centre du pays et d’autre part par des chocs climatiques, notamment les déficits pluviométriques dans l’ouest du pays.



IMPACTS DU COVID-19 SUR LES OPÉRATIONS HUMANITAIRES AU MALI :

Ils concernent : les difficultés à organiser des missions de terrain et certaines activités nécessitant des rassemblements et de l’interaction ; l’augmentation des coûts de la réponse à la suite de l’augmentation des besoins humanitaires ; l’utilisation pour la réponse au COVID-19 des stocks de contingence initialement prévus pour la réponse à d’autres besoins humanitaires ; la diminution des programmes de redevabilité de l’aide humanitaire à cause des restrictions de mouvement (travail à distance) ; la baisse des financements humanitaires due à l’impact du COVID-19 sur les contributeurs (pour le plan humanitaire COVID, Personnes Ciblées : 3.8 M, Fonds requis : \$ 75.4 M, Niveau de financement : 60.6%).

Ils portent, entre autres, sur le ralentissement de la mise en œuvre des programmes de pays et Plans de Travail Annuels de l'UNSDCF ; l'interdiction de rassemblement impactant les activités de sensibilisation et les ateliers et les plans de travail initiaux des projets ; l'impossibilité d'organiser les activités prévues en milieu scolaire, due à la fermeture des écoles ; les incidences sur les processus d'approvisionnement et la logistique ; la réaffectation des fonds programmatiques.

La consolidation de la cohésion de l'équipe pays des Nations Unies s'est davantage renforcée dans la gestion de la pandémie de coronavirus au cours de l'année. La gestion de la crise COVID-19 au Mali par les AFPs s'est faite selon une approche intégrée avec la MINUSMA. L'équipe pays a mis en place une équipe de gestion de crise inter-agences (ICMT), composée de tous les chefs d'agences, qui a examiné la situation et les questions connexes et a fait des recommandations sur les mesures à prendre. Un plan d'urgence intégré a été élaboré et mis en œuvre et le mécanisme de gestion de crise comprend une Task-force conjointe COVID-19 dirigée par le DSRSG / HC / RC en tant que coordinateur de la pandémie.

Ensemble et conjointement, les AFPs et la MINUSMA ont soutenu le gouvernement du Mali dans sa réponse au COVID-19 par un soutien en conseils, la fourniture de diverses expertises, un soutien logistique pour le transport, la mise en œuvre d'activités spécifiques de réponse au COVID-19 dans le cadre de leurs mandats respectifs. Le gouvernement du Mali a mis en place un plan de réponse qui a bénéficié d'un appui des entités des Nations Unies d'un montant total de 15 509 591 USD en

2020.

En plus de cet appui au Plan de réponse gouvernemental, les différentes entités ont continué à mener dans le cadre de leurs mandats respectifs, des actions dans la lutte contre la COVID-19 à travers des financements additionnels ou des réaffectations dans le cadre des projets existants.

L'équipe pays des Nations Unies a également mené conjointement 4 études sur l'impact du COVID-19 au Mali : évaluation rapide de l'impact socio-économique ; Impact du COVID-19 sur les VBG ; Impact du COVID-19 sur l'autonomisation économique des femmes et impact du Covid-19 sur la justice et les prisons. L'équipe de pays des Nations Unies a élaboré un plan de réponse socio-économique et de relèvement au COVID-19 appelé « Cadre de programmation conjointe de la réponse UN au COVID 19 au Mali » pour fournir un appui multisectoriel comprenant six axes stratégiques tournés autour de la prévention, de l'intervention et du relèvement. Les objectifs principaux de ce Plan de réponse socio-économique sont de:


- i) Soutenir de manière conjointe et cohérente la mise en œuvre du Plan d'Action Global de riposte à la crise de COVID-19 du gouvernement du Mali en matière de préparation, de prévention et de réponse à la COVID-19;
- ii) Proposer et soutenir des mesures de mitigation et de relèvement aptes à amoindrir les impacts de la crise sur les conditions de vie des populations en général et sur celles des groupes les plus vulnérables en particulier.

Pilier 1 : LA SANTÉ D'ABORD Protéger les services et systèmes de santé pendant la crise

- Depuis le début de la pandémie jusqu'à la date du 27 décembre 2020, 6 629 cas ont été recensés dont 4 421 cas guéris et 253 décès. Les zones touchées sont, 10 régions et 45 districts sanitaires
- 5106 travailleurs des centres de santé dans les communautés sur une prévision de 3318 ont été formés à la prévention et au contrôle des infections et sur lesquels 1130 jeunes pairs éducateurs et leaders de jeunes sur la protection de la Covid-19 afin qu'ils intègrent cette thématique à leurs thèmes de communication sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes ;
- 80911 agents de santé et autres agents communautaires y compris les jeunes sur 22431 agents prévus ont été équipés pour la prévention de la Covid-19 pour assurer des services sécurisés de santé notamment santé maternelle et reproductive ;
- 9 ambulances ont été fournies aux districts sanitaires de Gao, Tombouctou, Mopti, Kayes et Bamako : 130 tentes au Ministère de la Santé, 355 lits et matelas au Directoire régional de la santé et 3283 pièces d'équipement de protection individuelle.

Pilier 2 : PROTÉGER LES PERSONNES Protection sociale et services de base

- Plus de 5 841 enfants (dont plus de 1 096 filles) ont été sensibilisés aux risques et aux moyens de prévention du COVID-19 dans des écoles primaires et secondaires de Kayes et Tombouctou.
- 2 625 ont reçu des kits de protection individuelle (gel hydrologique, masque, savon) et des kits scolaires (sacs et outils tels que cahiers, stylos, etc.) et des outils tels que des cahiers, des stylos, des ardoises, etc.)
- 524 enfants dont 259 filles ont bénéficié de kits de protection individuelle dans les centres de Scolarisation Accélérée à Passerelle (SSA/P) dans la région de Sikasso. Tous les enfants et les animateurs de centre ont été sensibilisés aux risques et moyens de prévention du COVID-19
- 15 262 élèves (dont 1 988 filles) ont eu accès à l'enseignement à distance par le biais de radios. Insérer cette partie à la place de l'autre



Pilier 3 : RÉPONSE ÉCONOMIQUE ET REPRISE Protection des emplois, des petites et moyennes entreprises et des travailleurs du secteur informel

- 3801 femmes sur une prévision de 469 ont vu leurs moyens d'existence améliorés dans le cadre de la relance post-COVID. Elles ont bénéficié de l'installation de 03 ateliers de savonnerie et 03 ateliers de couture équipés en machines à coudre, ont été formées à la fabrication de savon antiseptique et gel hydroalcoolique, de masques. Elles ont pu ainsi satisfaire à la demande locale de masques au profit de 935 hommes et 2315 femmes des cercles de Bandiagara, Ménaka et Ansongo.

Pilier 5 : COHESION SOCIALE ET RESILIENCE COMMUNAUTAIRE

- Dans la région de Kayes, 6 657 membres de la communauté (dont 3 800 femmes) ont été impliqués dans le programme RCCE (dont 3 800 femmes) ont été impliqués dans des actions de RCCE (Risk communication sur les risques et l'engagement communautaire) sur le COVID-19 et 600 écoles de Sikasso ont reçu 1 511 kits de lavage des mains en collaboration avec le partenaire d'exécution. Mettre ce texte en remplacement

Pilier 4 : RÉPONSE MACRO-ÉCONOMIQUE ET COLLABORATION MULTILATÉRALE

- Deux analyses d'impact : (i) analyse rapide des impacts socio-économiques de COVID-19 au Mali (Mai 2020) ; ii) documentation rapide de l'impact de la pandémie du Coronavirus-19 sur le travail des enfants au Mali et le groupe de travail COVID-19 de l'équipe humanitaire de pays.
- Les Nations Unies ont participé activement aux mécanismes de coordination de l'intervention au Mali, notamment le Comité de crise pour la gestion de la pandémie du COVID-19 dirigé par l'Institut national de la Santé Publique (INSP), qui est responsable de la coordination et de la gestion de la réponse nationale, ainsi que l'équipe pays des Nations Unies 5 et l'équipe pays humanitaire COVID-19 qui a pour but de coordonner et de guider le travail de l'équipe de pays des Nations Unies, des structures de coordination inter-clusters, sanitaires et humanitaires.
- En partenariat avec la Fondation Tuwindi, le SNU a appuyé la conception de la solution digitale ASSA (Assistante Sanitaire Automatique) qui a permis :
 - de sensibiliser et informer en langues locales ses utilisateurs sur la maladie (informations officielles, gestes barrières, etc.)
 - de signaler des cas suspects et tracer leurs contacts, assister les personnes en isolement et permettre une meilleure gestion des stocks de médicaments à 17 745 personnes d'utiliser ASSA de juin à mi-décembre 2020
- Les Nations Unies ont soutenu les réponses du gouvernement et des partenaires humanitaires à la pandémie de COVID-19, par le stockage, le transport, l'envoi et l'inventaire d'équipements de santé et de matériel d'hygiène aux centres de santé et d'éducation. Ce soutien a inclus le stockage de 12 180 m3 d'équipements de protection individuelle (EPI).
- Les Nations Unies ont également soutenu la réponse nationale au COVID-19 en adaptant le troisième avion de sa flotte afin d'y inclure des unités d'isolation individuelle portables pour les évacuations sanitaires liées au COVID-19, ce qui a permis de réaliser deux évacuations pour les ONG partenaires depuis les sites de terrain jusqu'à Bamako..

3. SOUTIEN DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE CADRE DE COOPÉRATION

3.1. VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS DU CADRE DE COOPÉRATION

Ce chapitre présente la réponse collective du système des Nations Unies aux priorités et besoins nationaux du Mali avec la participation des acteurs gouvernementaux, des organisations de la société civile, du secteur privé, et des autres partenaires au développement dans les trois axes stratégiques couverts par le Cadre de Coopération 2020-2024, à savoir : i) Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive ; ii) Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale ; iii) Services sociaux de base et protection sociale inclusive.

Dans le domaine de la Gouvernance, on note une meilleure satisfaction des populations dans les expériences qu'elles ont eu avec les institutions publiques y compris les forces de défense et de sécurité, la police, les tribunaux, le gouvernement ; le taux de satisfaction est de 61% contre 47% en 2018. Concernant l'indice Mo Ibrahim sur l'Etat de droit (46,6), on enregistre un recul de 3,1 points par rapport à l'année dernière (49,7). De même, on note un recul de 8,1 points par rapport à l'indice Mo Ibrahim sur le respect des droits de l'homme, soit 42,2 contre 50,3 en 2019. Sur la représentativité des femmes aux postes de responsabilité dans l'Administration publique, la Proportion de sièges occupés par les femmes dans les institutions est en progression (19,6%) contre 16% en 2018.

Concernant la Paix et la Sécurité, la crise politique majeure, conjuguée à la pandémie de COVID-19 a paralysé l'action gouvernementale et la mise en œuvre de l'Accord pendant l'essentiel de l'année. Le niveau d'exécution de l'Accord pour la paix est en régression de 10% par rapport aux tâches accomplies en 2018.

En matière de justice transitionnelle, la CVJR a privilégié l'écoute des victimes. Lors des auditions publiques, les victimes ont parlé de ce qu'elles ont vécu pendant la crise, souvent de façon poignante mais les auteurs présumés ne sont pas nommés.

Dans le domaine de la croissance inclusive, résiliente et de la durabilité environnementale, la proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté accuse une légère baisse (42,3 %) par rap-

port à l'année 2018 (57,4%). Cependant le nombre de personnes en insécurité alimentaire a connu une augmentation, de 3 600 000 en 2019 à 4 995 628 personnes en 2020. Il représente 24% de la population du pays. L'insécurité qui est persistante dans le centre et le nord du pays, continue d'affecter négativement les conditions socio-économiques des ménages.

Le taux d'emploi des jeunes (15-45 ans) est estimé à 92,7% contre 62,7% en 2019. Le secteur pourvoyeur d'emploi est le primaire. En effet, plus de 6 actifs occupés sur 10 travaillent dans le primaire. Les autres se répartissent entre l'industrie, le commerce et les services. L'essentiel des emplois pourvus dans le primaire se trouvent en milieu rural (81,5 %) probablement dominés par les activités agricoles.

La mise en œuvre du plan d'action de la CDN s'est poursuivie à travers l'exécution de plusieurs projets dans le domaine des changements climatiques et de l'énergie, notamment des projets dans le domaine forestier, agricole et des énergies renouvelables. Aussi le fonds climat Mali a financé 04 nouveaux projets dans le domaine de l'adaptation au changement climatique. Le démarrage de la révision de la CDN pour revoir les ambitions à la hausse dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat a été acté. Le plaidoyer des partenaires a conduit à la signature d'une lettre d'engagement par plusieurs ministres du gouvernement de Transition pour revoir les ambitions en faveur du climat à la hausse.

La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique (toutes sources d'énergies confondues) est désormais de 13% contre 5% en 2019 avec la construction de la centrale solaire de Kita (région de Kayes). En matière de services sociaux de base et de la protection sociale, la prévalence nationale de la malnutrition chronique (retard de croissance) est de 26,6% [25,1-28,1] contre 24,1% en 2019. Au niveau régional, la prévalence varie d'une région à une autre avec la plus faible prévalence (11,9%) à Taoudénit et la prévalence la plus élevée (34,6%) à Mopti suivi de Sikasso (31,7%). L'analyse de ces résultats sur l'échelle

de classification de l'OMS a permis de dégager trois situations à savoir : i) une situation acceptable (avec une prévalence inférieure à 20%) dans les régions de Kayes, Tombouctou, Kidal, Taoudénit et dans le District de Bamako ; ii) une situation précaire caractérisée par une prévalence entre 20% et 29% est observée dans les régions de Koulikoro, Ségou, Gao et Ménaka ; iii) une situation sérieuse (prévalence entre 30 et 39%) prévaut dans les régions de Mopti et Sikasso.

Le Taux brut de scolarisation au primaire est en légère baisse, 71,1% en 2020 contre 72,2% en 2019. Les filles sont plus scolarisées que les garçons (72,1 % contre 70,2 %). Mopti est la région la moins scolarisée avec 37,3 % de taux brut de scolarisation. Au premier cycle du fondamental, l'abandon volontaire avec 16,5% de cas constitue la principale raison pour laquelle les

élèves abandonnent l'école, suivi du manque de moyen avec 4,4 % et du désintéressement des parents (3,5%). L'indice de Gini, indique que la répartition des revenus entre les individus ou les ménages sont de plus en plus inégalement répartis, il est de 0,40 contre 0,38 en 2018. Quant à l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle, elle est estimée à 30,3%. Cela suppose que trois personnes sur dix, sont démunies contre 36,4 en 2018. La grande majorité de la population vit dans les zones rurales et est la plus touchée par la pauvreté multidimensionnelle (36,4%). Dans les autres villes, 22,6% des individus sont pauvres.



3.2. PRIORITÉS, RÉSULTATS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPÉRATION

Les résultats du Cadre de coopération (UNSDCF 2020-2022) sont alignés sur les priorités du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) pour la période 2019-2023 du Gouvernement du Mali, qui intègrent les fondamentaux et cibles de 16 ODDs à l'horizon 2030 ainsi que les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, à travers cinq axes stratégiques : i) Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance ; ii) Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble ; iii) Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie ; iv) Protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique ; v) Développement du capital humain.

Les résultats de l'UNSDCF contribuent à la réalisation de plusieurs des 77 cibles des ODD priorisées par le Mali. Ils sont organisés autour de trois axes stratégiques :

Axe 1 : Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive

Axe 2 : Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale

Axe 3 : Services sociaux de base et protection sociale inclusive

Le Système des Nations Unies vise à travers l'UNSDCF à ce que les populations les plus vulnérables participent plus à la création des richesses du pays, grâce à de meilleures opportunités d'emplois décents et accèdent aux services sociaux de base de qualité et à l'assistance humanitaire. Il a également pour ambition de contribuer au renforcement de l'état de droit, à la consolidation de la paix, la protection et la promotion des droits de l'Homme y compris l'égalité homme-femme, pour un développement durable et inclusif du Mali. Le SNU contribuera aussi à l'accélération de la mise en œuvre de l'approche Nexus dans les zones affectées par les conflits multidimensionnels autour de i) l'insécurité alimentaire, ii) l'accès aux services sociaux de base, iii) les violences basées sur le genre et les violences envers les enfants et iv) l'assistance aux populations déplacées. Le SNU s'appuie pour ce faire sur ses avantages comparatifs notamment, son mandat en matière de droits de l'homme, sa neutralité, son savoir-faire dans les contextes de conflits et d'urgence humanitaire et d'accès aux populations pauvres et vulnérables.

L'UNSDCF 2020-2024 s'articule aussi bien à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNIS) et contribue à la réalisation du Plan d'appui. La mise en œuvre intègre les questions régionales et transfrontalières, notamment de prévention et de consolidation de la paix dans le sahel central, principalement dans la région du Liptako Gourma.

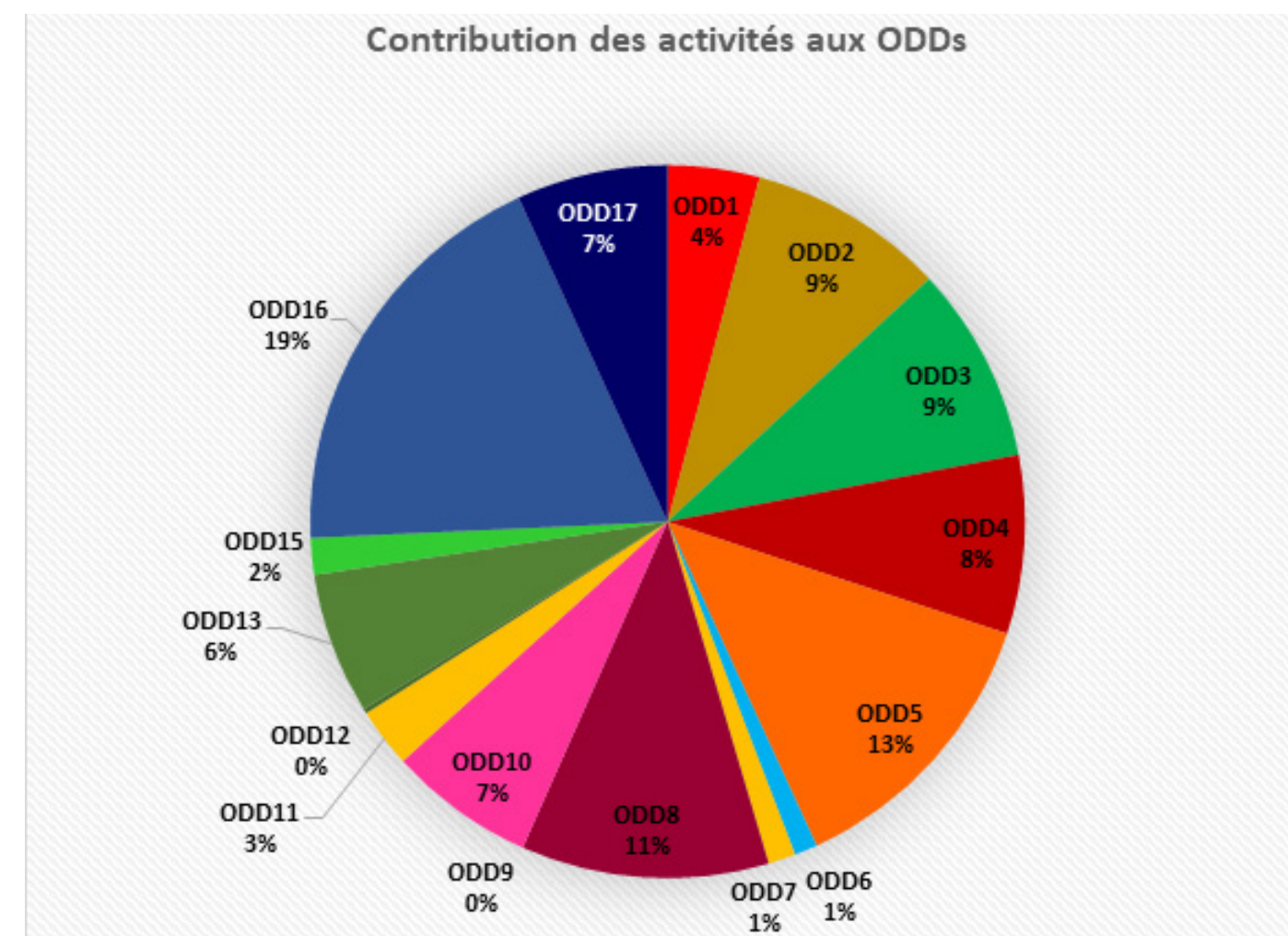
L'exécution des Plans de travail conjoints en 2020 a fait face aux limites imposées par la crise de la pandémie du COVID-19 et de la crise sociopolitique que le pays

a connue au cours de l'année. Les ressources ont été prioritairement orientées à la réponse à la pandémie mais des efforts ont été faits par les AFPs pour la réalisation des interventions planifiées de l'UNSDCF.

Au plan de la réalisation financière, le budget global du Plan de travail conjoint 2020 est de 293 512 997 USD dont 192 175 858 USD (65,47%) de ressources disponibles et 101 337 139 USD de ressources à mobiliser. Sur les ressources totales effectives mises en œuvre de 278 024 027 USD au titre de l'année, y compris pour la lutte contre la pandémie COVID-19 (15 509 591 USD en appui au Plan de réponse gouvernemental), le taux d'exécution financière est de 70%, ce qui constitue une performance vu le contexte

spécifique d'opérationnalisation de l'année 2020.

Enterm de contribution à la réalisation de l'agenda 2030, globalement, les interventions ont été principalement axées sur les Objectifs de Développement Durable suivants : : Paix (OOD 16 : 19%) ; Egalité des sexes (OOD 5 : 13%) ; Emploi (OOD 8 : 11%) ; Faim (OOD2 : 9%) ; Santé (OOD3 : 9%) ; Education (OOD4 : 8%) ; Partenariats (OOD 17 : 7%) ; Infrastructures (OOD10 : 7%) ; Changements climatiques (OOD13 : 6%) ; Pauvreté (OOD1 : 4%) ; Villes et les établissements humains (OOD11 : 3%) ; Préservation des écosystèmes (OOD15 : 2%) ; Accès à l'énergie (OOD7 : 1%) ; Accès à l'eau (OOD6 : 1%)



Les réalisations programmatiques par effets et produits sur les principaux axes stratégiques de l'UNSDCF se présentent comme suit au titre de l'année 2020.

AXE 1 : GOUVERNANCE EFFICACE ET REDEVABLE POUR UNE SOCIÉTÉ EN PAIX, JUSTE ET INCLUSIVE

Les interventions des Nations Unies en 2020 ont essentiellement contribué à prendre en compte sur les deux effets de l'axe les questions relatives à la Paix, la Justice et la Sécurité (ODD 16 : 42%) ; à l'Égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (ODD5 : 18%) ;

Les principaux indicateurs de performance de l'effet 1 (D'ici 2024, les populations vivent dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité grâce à des institutions publiques fortes, des médias et une société civile exerçant leurs rôles et responsabilités pour une gouvernance efficace et inclusive) : i) "la proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante" est en progression (61%) par rapport à la donnée de base (47%) pour une cible de 50% ; ii) l'indice Mo Ibrahim sur l'État de droit est par contre en recul de 3.1 points, soit 46,6 par rapport à la donnée de référence (49,7) ; iii) la Proportion de sièges occupés par les femmes dans les institutions est de 19,6%, est en progression par rapport à l'année de référence (16%). Les indicateurs de l'effet 2 (D'ici 2024, les populations sont résilientes face aux conflits, vivent réconciliées et en harmonie dans un environnement de paix, sécurisé et respectueux des Droits de l'Homme et des traditions culturelles positives) sont : i) en régression

de 10% pour le "Niveau d'exécution de l'Accord pour la paix" par rapport aux tâches accomplies en 2018 ; ii) L'indice Mo Ibrahim sur le respect des droits de l'homme est aussi en recul de 8.1 points, soit 42,2 contre 50,3 en année de référence.

Principaux défis :

- Sur le plan politique et institutionnel, retard dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ;
- Dans le domaine sécuritaire, dégradation de la situation au Nord et au Centre du Mali qui gagne en complexité avec accentuation des activités terroristes ;
- L'absence significative des services judiciaires, notamment au Centre et au Nord, constitue un facteur d'accroissement de l'influence des groupes terroristes dans les communautés et contribue à l'accomplissement d'exactions cycliques, de représailles et de violence.

Effet 1 : D'ici 2024, les populations vivent dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité grâce à des institutions publiques fortes, des médias et une société civile exerçant leurs rôles et responsabilités pour une gouvernance efficace et inclusive.

PRODUIT 1.1.1 : LES ACTEURS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES EN CHARGE DE LA JUSTICE ET DE LA CHAÎNE PÉNALE DISPOSENT DE CAPACITÉS RENFORCÉES POUR FOURNIR DES SERVICES DE QUALITÉ À LA POPULATION ET PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SPÉCIFIQUES (ENFANTS, VICTIMES DE VBG, ETC.)



Dans le domaine de la justice, 4 juridictions composées de 200 hommes et 50 femmes ont été redynamisées et sont fonctionnelles permettant d'améliorer l'accès à la justice aux populations concernées.

Les capacités de 63 Agents dont 05 femmes de la Police et de la Gendarmerie ont été renforcées sur les techniques d'investigation et d'entretien en vue

d'une meilleure prise en charge des cas de traite et les poursuites judiciaires dans 4 régions (Kayes, Sikasso, Gao et Bamako).

222 acteurs composés des Forces de défense et de sécurités maliennes, du G5 Sahel, du Cluster Education, du Sous-Cluster Protection de l'Enfant, de la Commission Vérité Justice et Réconciliation,

des acteurs de la justice juvénile ont été outillés sur la protection et les droits des enfants dans les conflits armés, le Mécanisme de suivi et de rapportage des violations graves faites aux enfants. Ceci a permis de procéder à un plus grand nombre de vérification d'incidents sur les violations graves à l'encontre des enfants en 2020 (1 013 violations vérifiées contre 745 pour 2019).

Concernant les Droits de l'Homme, les capacités de 20 Organisations de la Société Civile (comportant 10 OSC de femmes) ont été renforcées dans le suivi et le rapportage au niveau de 04 cercles. Ainsi, 02 rapports thématiques sur l'esclavage par ascendance et sur les effets de la crise multidimensionnelle sur l'exercice du droit à la santé ont été produits dans 03 régions.

PRODUIT 1.1.2 : LES INSTITUTIONS ET ACTEURS CHARGÉS DU CONTRÔLE ET DE LA VEILLE SUR LE RESPECT DE L'ÉTAT DE DROIT (AN, CNDH, LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL, LE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE, LES MÉDIAS, LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS ET DE TRAVAILLEURS) DISPOSENT DE CAPACITÉS RENFORCÉES POUR JOUER EFFICACEMENT LEUR RÔLE



Pour résoudre les dysfonctionnements décelés en matière d'égalité de genre au niveau de l'institution et pour influencer le financement et la mise en œuvre des programmes multisectoriels sensibles au genre, le SNU a appuyé la réalisation d'un audit sur la répartition des députés par sexe à l'Assemblée Nationale assorti de sept (7) recommandations formulées. Les Nations Unies ont aussi contribué au renforcement des capacités de la Direction Générale du Budget en la dotant des outils de la Budgétisation Sensible au Genre pour une meilleure prise en compte du Genre dans la Loi des Finances.

Pour une meilleure prise en compte des normes du travail dans les chaînes d'approvisionnement du coton et de l'or, deux analyses des besoins en matière des principes et droits

fondamentaux au travail ont été faites à travers le soutien du SNU, notamment pour les confédérations des sociétés coopératives des producteurs de coton et d'orpailleurs. Ces analyses ont permis aux confédérations de disposer des plans d'action pour la prise en compte de la promotion des principes et droits fondamentaux dans leurs activités courantes. L'appui technique et financier des Nations Unies pour la création de 150 coopératives d'orpailleurs a permis de les doter en statuts-types conformes à l'Acte Uniforme de l'OHADA par type et niveau de coopérative, règlements intérieur-types conformes à l'Acte Uniforme de l'OHADA par type et niveau de coopérative, modèles de PV conformes à l'Acte Uniforme de l'OHADA

PRODUIT 1.1.3 : LES STRUCTURES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION SONT RENFORCÉES ET DOTÉES DE MÉCANISMES DE SUIVI EFFICACES



Dans le cadre de l'application des Principes de Bangalore sur l'éthique judiciaire de 2002, ainsi que sur les principes établis par l'article 11 de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), le SNU a appuyé la participation de 42 membres du système judiciaire malien dont 08 femmes à un atelier sur l'application au Mali des Principes de Bangalore sur l'éthique judiciaire. Les participants provenaient de l'ensemble du système judiciaire malien, notamment des juges du siège et du parquet, ainsi que des greffiers et des représentants de l'Ordre des huissiers de justice, du Barreau et des directions et services du ministère de la Justice et des Droits de l'homme.



PRODUIT 1.1.4 : LES FEMMES ET LES JEUNES, LES PERSONNES HANDICAPÉES PARTICIPENT PLUS ACTIVEMENT ET DE FAÇON ÉQUITABLE À LA GESTION DE LA VIE PUBLIQUE (PROCESSUS ÉLECTORAUX, FORA ET DÉBATS PUBLICS, DIALOGUE NATIONAL)



Le SNU a mis un accent sur la participation des femmes à la vie publique au cours de l'année 2020 en aidant à la mise en place de 05 plateformes composées de 3200 femmes candidates aux élections législatives dans les chefs-lieux de régions. Il s'agit de la Plateforme des femmes leaders du Mali, du Chapitre national d'AWLN, du Réseau des femmes de l'espace CEDEAO pour la paix et la sécurité (REPSFECO), du Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires (REFAMP), et du Réseau de plaidoyer et de mobilisation sur la mise en œuvre de l'accord de paix). Ceci a permis d'améliorer la coordination entre ces 5 faitières. Parmi ces candidates, 41 ont été élues et la représentation des femmes s'est améliorée à l'AN, passant de

Représentativité des femmes au niveau dans le processus électoral

Institutions	Hommes	Femmes
Délégués Cour Constitutionnelle	417 (60%)	275 (39%)
Délégués CENI	451 (68%)	275 (32%)
Délégués de partis politiques	979 (56%)	761 (44%)

PRODUIT 1.1.5 : LES INSTITUTIONS ET STRUCTURES ÉTATIQUES, LES PARTIS POLITIQUES, LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES MÉDIAS DISPOSENT DE CAPACITÉS RENFORCÉES POUR ASSURER DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES TRANSPARENTS, ÉGALITAIRES, CRÉDIBLES ET INCLUSIFS (RÉFORMES INSTITUTIONNELLES, ÉLECTIONS, DÉCENTRALISATION, PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION SENSIBLES AU GENRE



Au titre de la contribution à ce produit au cours de l'année 2020, les Nations Unies ont accompagné le renforcement des capacités d'élaboration des PDSEC et des capacités des femmes journalistes. Ainsi, en vue d'une participation active au processus d'élaboration des PDSEC et budget au niveau décentralisé, les capacités de 60 formateurs/trices ont été renforcées en Budgétisation Sensible au Genre assorti d'un plan de

réplication des formations dans les neuf (09) communes cibles du projet. De même, dans le cadre de la sécurité des femmes journalistes, les compétences de 30 femmes journalistes et animatrices ont été renforcées sur la connaissance de leurs droits et les techniques de protection liées à leur métier.

PRODUIT 1.1.6 : LES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE AU NIVEAU NATIONAL, RÉGIONAL ET LOCAL DISPOSENT DE DONNÉES STATISTIQUES ET ANALYSES FIABLES ET DÉSAGRÉGÉES POUR PLANIFIER, BUDGÉTISER, SUIVRE ET ÉVALUER LES POLITIQUES PUBLIQUES, PROGRAMMES ET PLANS AXÉS SUR LES ODD.



L'assistance technique et financière fournie par les Nations Unies à 10 structures de l'Etat (CSA, INSTAT, CPS/ Secteur développement rural etc.) a permis de renforcer leurs capacités en analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la préparation et la réponse aux urgences au niveau national et local et à contribuer à l'élaboration des enquêtes nationales de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN, SMART etc.) y compris en relation avec la réponse COVID-19. Cet appui a également permis à l'INSTAT de réaliser l'enquête post Censitaire dans le cadre du RGPH5. Dans l'optique de contribuer à la maîtrise des données pour un meilleur suivi du Dividende Démographique au Mali, le SNU a renforcé en 2020 les capacités de 100 acteurs clés intervenant sur la thématique et conduit à l'élaboration de 6 rapports pour le suivi du Dividende Démographique (5 rapports de dimensions et 1 rapport de synthèse). 10 études et recherches ont aussi été réalisées sur des thématiques en lien avec le DD (VBG/MGF, SR, fécondité) en collaboration avec la Direction Nationale de la Population, l'Observatoire National du Dividende Démographique et l'INSTAT. L'appui technique et financier des Nations-Unies à la Cellule Technique du Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CT/CSLP) a permis de stabiliser le cadre de résultats et le cadre de mesure de performance du CREDD

2019-2023 et des ODDs à la suite de la formation de 25 cadres des structures partenaires en Gestion Axée sur les Résultats et le suivi-évaluation des projets/programme en collaboration avec le ministère des affaires étrangères et la coopération internationale. Une collecte continue d'information sur les flux de populations a été aussi réalisée afin de mieux comprendre les mouvements et tendances migratoires en Afrique de l'Ouest et du Centre. 12 rapports mensuels faisant le point sur les mouvements de populations et 4 rapports trimestriels sur les flux migratoires au Mali ont été produits. L'objectif de ces différentes études est d'apporter une réponse à l'absence de données sur les flux migratoires à travers des points de suivi des flux de population (FMP) progressivement mis en place. Les informations collectées aux points FMP permettent de quantifier les flux migratoires, de dresser le profil des migrants, de dégager les tendances et les routes migratoires, dans le but de mieux orienter les politiques migratoires et de répondre aux besoins des

PRODUIT 1.2.1 : LES CAPACITÉS NATIONALES (STRUCTURES ÉTATIQUES ET LES AUTRES PARTIES SIGNATAIRES, LES MÉCANISMES DE PAIX, LES PARTIS POLITIQUES, LA SOCIÉTÉ CIVILE Y COMPRIS LES FEMMES ET LES JEUNES, LES MÉDIAS) ET LES MÉCANISMES DE JUSTICE TRANSITIONNELLE SONT RENFORCÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA RÉCONCILIATION



En vue de renforcer le suivi de l'Accord pour la paix et la Stratégie Nationale sur la Réconciliation, le plan d'action national (PAN) de la résolution 1325 au regard du nouveau contexte du Covid 2019 et le plan d'action national (PAN) de la résolution 1325 ont été mis à jour. 566 femmes et 74 hommes outillés sur les mécanismes de mise en œuvre de l'Accord de réconciliation pour la paix et la sécurité dans 05 cercles



migrants. Une étude approfondie sur le trafic illicite de migrants sur la route de la Méditerranée centrale (RMC) a permis de déterminer les principaux défis en matière de lutte contre le trafic illicite de migrants le long de la RCM ainsi que le cadre juridique et politique relatif à la lutte contre le trafic illicite de migrants au niveau régional et national. Traditionnellement, c'est la route la plus empruntée par les migrants quittant l'Afrique de l'Ouest pour les pays d'Afrique du Nord, d'où une partie d'entre eux se rend ensuite en Europe. Cette étude a également permis de mettre en lumière le besoin de coordination entre les services au sein de chaque État ainsi que le besoin de coopération transfrontalière. Effet 2 : D'ici 2024, les populations sont résilientes face aux conflits, vivent réconciliées et en harmonie dans un environnement de paix, sécurisé et respectueux des Droits de l'Homme et des traditions culturelles positives

PRODUIT 1.2.2 : LES ACTEURS LOCAUX DISPOSENT DES CAPACITÉS NÉCESSAIRES, ENTRE AUTRES À TRAVERS LA PROMOTION D'OUTILS TRADITIONNELS ET DES VALEURS CULTURELLES POSITIVES, POUR LA PRÉVENTION ET LA GESTION DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES, NOTAMMENT CEUX LIÉS AUX RESSOURCES NATURELLES ET À L'EXTRÉMISME VIOLENT



Les activités de sensibilisation et d'échanges sur la prévention de l'extrémisme violent dans les zones transfrontalières menées dans les zones transfrontalières de 02 régions avec l'appui des Nations Unies entre les principaux acteurs locaux, ont abouti à la mise en œuvre de 2 initiatives de paix. Ainsi, les capacités de 400 femmes de 02 régions ont été renforcées sur la gestion des conflits liés aux ressources naturelles. Les femmes bénéficiaires se sont approprié les modes de règlement pacifique impliquant les mécanismes endogènes au niveau communautaire. Les rencontres au Niger et au Mali regroupant 79 personnes dont 38 membres des Forces de Défense et de Sécurité, des acteurs de la chaîne pénale ainsi que des organisations de la société civile ont abouti à la mise en place d'un groupe de communication via WhatsApp pour discuter et échanger régulièrement des in-

formations dans le cadre d'une collaboration autour des questions de droits humains et de paix entre les communautés et les deux pays. Les Nations Unies ont appuyé l'organisation de 10 fora communautaires regroupant 384 points focaux et leaders communautaires dans 02 régions afin d'échanger sur le rôle et les responsabilités des chefs de communautés dans les processus de renforcement de la cohésion sociale. Ceci a abouti à la mise en œuvre de 13 micro-projets contribuant davantage au renforcement de la cohésion sociale, la stabilité et le lien avec les activités de lutte antimines, ainsi qu'à la mise en place de relais constitués de 25 comités de gestion des conflits pour leur participation dans la mise en œuvre d'activités de gestion des conflits dans 25 localités.

PRODUIT 1.2.3 : LES ACTEURS LOCAUX ET NATIONAUX INCLUANT LES FEMMES ET LES JEUNES DISPOSENT DE CAPACITÉS POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE, LA MÉDIATION, LA RÉCONCILIATION, LE DIALOGUE SOCIAL ET POUR FACILITER L'INSERTION/RÉINSERTION DES PERSONNES RETOURNÉES, REFUGIÉES ET DÉPLACÉS INTERNES



Les activités de sensibilisation et de diffusions entreprises des deux côtés des frontières à travers les programmes radiophoniques menées par les radios communautaires ont permis à 13 comités locaux de prévention et des Gestions de conflit d'être fonctionnels dans 02 cercles. Ainsi, 98 jeunes dont 30% de femmes ont été outillés sur la prévention et la gestion des conflits dans les zones transfrontalières entre le Mali et le Burkina Faso. Toujours dans le même cadre, les capacités de 140 femmes et 60 jeunes filles membres des laboratoires et des mécanismes de la paix ont été renforcées sur le leadership, le plaidoyer et l'éducation civique leur permettant ainsi d'être fortement engagées et actives dans les mécanismes locaux de sécurité. A la suite de ces actions, 14 initiatives de prévention et de gestion de conflit dans les communes transfrontalières ont été mises en place. Ces comités sont constitués de représentants des acteurs clés (chefs traditionnels/coutumiers et religieux, communicateurs traditionnels, femmes et jeunes leaders). A la suite de ces actions, au moins 11 conflits communautaires latents ont été résolus en vue d'éviter plusieurs autres dans certaines localités.

En vue de favoriser la paix et la cohésion sociale, 26 initiatives de relèvement économique/ AGR des femmes ont été mises en place et ont permis à 89% des bénéficiaires d'améliorer leurs revenus. Ces initiatives (maraichage, teinturerie, savonnerie, transformation agroalimentaire, coupe/couture, pisciculture, artisanat et petit commerce) regroupent 3157 femmes, 1353 jeunes filles, 189 hommes et 81 jeunes garçons. La tenue d'un forum qui a mobilisé plus de 118 personnes dont (27 femmes et 91 hommes) a permis de respon-

sabiliser des femmes et des jeunes dans le processus de paix dans la région de Mopti et aussi de renforcer la cohésion à travers la réhabilitation d'un terrain de football à Goudam (région de Tombouctou) au profit de 18 360 personnes pour mener plusieurs activités à caractère communautaire et culturel.

Dans le cadre de la prévention et de la résolution des conflits, 14 mécanismes communautaires ont été renforcés dans 7 communes transfrontalières du Mali et du Niger, avec une plus grande participation des femmes et des jeunes de 2% à 35% dans la prise de décision et la recherche de solutions aux défis auxquels la communauté est confrontée. Toujours dans le même cadre, 102 chefs de communautés (dont 16 femmes et 86 hommes) disposent de compétences et sont impliqués à la médiation et à la résolution des conflits dans les régions de Mopti et de Tombouctou. Dans un souci de représentativité des jeunes et des femmes, deux cadres formels (COFO Tessit et Ansongo) ont été redynamisés en cadre de concertation (communal et local) dans la commune de Tessit sur la transhumance.

Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le Covid-19, en vue de renforcer le dialogue social, une plateforme virtuelle tripartite de partage et d'échange sur le Covid19 est désormais fonctionnelle et dans ce cadre, les capacités de l'inspection du travail ont été renforcées pour la prévention et la lutte contre le Covid19 en milieu de travail. Les partenaires sociaux (syndicats et patronat) ont été dotés de guide sur la gestion des lieux de travail en période de COVID19.

PRODUIT 1.2.4 : LES MÉCANISMES DE PRÉVENTION DES VIOLATIONS ET ABUS DES DROITS DE L'HOMME (Y COMPRIS LES VBG, LES DROITS DES FEMMES, DE L'ENFANT, DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME, DES TRAVAILLEURS ET DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS) ET DE PROTECTION SONT ÉTABLIS ET RENFORCÉS AU NIVEAU NATIONAL ET LOCAL



A la suite des actions de sensibilisation sur les violations et abus des droits de l'Homme, 2130 hommes, 5173 garçons, 7255 femmes et 5 088 filles ont eu une meilleure compréhension des violences sexuelles et basées sur le genre. Par ailleurs, les couvertures médiatiques menées par les radios communautaires à l'endroit des jeunes sur les risques de la migration irrégulière et les dommages collatéraux (traite des hu-

ains) ont couvert au moins 38% des populations déplacées ou retournées et leurs communautés hôtes de 03 régions. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme dans les zones transfrontalières du Mali, 350 membres des forces de défense (dont 35 femmes) ont été outillés et se sont engagés dans des actions de protection et de promotion des droits des femmes.

PRODUIT 1.2.5 : JUSTICE TRANSITIONNELLE ET RÉCONCILIATION AVEC UNE ATTENTION PARTICULIÈRE SUR LES VBG Y COMPRIS LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS



L'appui technique et financier des Nations Unies à la CVJR a permis d'organiser la deuxième audience publique sur les atteintes aux droits à la vie et à l'intégrité physique. Ainsi, 13 victimes/témoins dont 10 hommes et 3 femmes se sont exprimés lors de cette audience. Il a aussi permis de renforcer les cadres légaux et institutionnels de protection de l'enfant à travers la justice transitionnelle. Ainsi, 70 personnels des antennes régionales ont été outillés pour l'écoute des enfants victimes et ces enfants ont été consultés dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de mémoire à travers des Focus groupes. Les enfants et les jeunes participent de plus en plus aux processus de justice transitionnelle à travers l'appui au Conseil Consultatif National des Enfants et des Jeunes,

pour la constitution d'un cadre de concertation sur la participation des enfants et jeunes aux processus de justice transitionnelle au Mali.



PRODUIT 1.2.6 : LE PATRIMOINE CULTUREL DANS SON ENSEMBLE EST PROTÉGÉ, VALORISÉ ET APPROPRIÉ PAR LES ACTEURS NATIONAUX ET LOCAUX POUR LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES ET LA COHÉSION



Avec l'appui des Nations Unies, les travaux d'urgence et d'entretien de la mosquée de Djingareyber (région de Tombouctou, construite en 1325 en terre) menés par les maçons traditionnels, ont permis de circonscrire les dégradations constatées en vue de protéger ce patrimoine culturel. Par ailleurs, 38 agents des douanes, de gendarmerie, de la police des frontières, de responsables de musées, des gestionnaires des bibliothèques de manuscrits anciens, des archivistes, de gestionnaires de sites ont été outillés sur la protection des biens culturels à travers la lutte contre le trafic illicite des biens culturels. A la suite de la 4ème édition

des rencontres Equations Nomades sur le thème « La tradition orale, un mode de transmission de nos valeurs culturelles : Comment impliquer les enfants et les adolescents dans la conservation et transmission du savoir à l'ère du numérique », les capacités de 150 jeunes et enfants dont 75 filles et 75 garçons ont été renforcées sur les métiers des arts et de la culture, pour la maîtrise des techniques de la photographie, de la musique, de la poésie, de la danse, de la vidéographie, de la peinture en vue de la promotion de la diversité des expressions culturelles et de la cohésion sociale.

PRODUIT 1.2.7: LE GOUVERNEMENT, LES INSTITUTIONS PUBLIQUES CENTRALES, LOCALES ET LES STRUCTURES DE COORDINATION SOUS-RÉGIONALES ONT LES CAPACITÉS TECHNIQUES ET OPÉRATIONNELLES RENFORCÉES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS SUR TOUT LE TERRITOIRE Y COMPRIS LES ZONES TRANSFRONTALIÈRES



En vue d'améliorer la sécurité des populations sur le territoire,

- i) 156 militaires, policiers et civils (153 hommes/02 femmes) ont été outillés et 4 postes de sécurité dans le cadre de la coopération civilo-militaire ;
- ii) Les capacités de 555 membres des FDSM ont été renforcées en opérations de maintien de paix ;
- iii) Grâce à la fourniture d'équipements informatiques (45 ordinateurs et 30 GPS pour l'EMP), 72 acteurs, dont 47% de femmes ont partagé leurs expériences sur la prévention et la gestion des conflits, la lutte contre l'extrémisme violent. Ce qui a permis d'identifier 33 expériences endogènes de et pastoraux.

Dans le même cadre, l'assistance technique fournie en matière de gestion du risque explosif et des armes et des munitions a permis d'outiller 43 personnes des FDSM dont 01 femme sur les techniques pour réduire la menace explosive et améliorer la sécurité des populations sur tout le territoire et aux autorités nationales d'améliorer ses capacités à répondre aux incidents liés aux engins explosifs. En vue de mieux coordonner la réponse aux incidents liés aux engins explosifs, le SNU a fourni un appui technique à l'opérationnalisation du Centre de Formation Déminage et Dépollution (CFDD), ainsi qu'au Centre de Coordination et des Opérations (CCO) et à la Direction du Génie militaire.



AXE 2 : CROISSANCE INCLUSIVE, RÉSILIENTE, ET DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Les appuis des Nations Unies sur les deux effets de cet axe stratégique ont contribué au cours de l'année 2020 à prendre en compte les questions portant sur : la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition, la promotion d'une agriculture durable (ODD2 : 21%) ; l'emploi productif et le travail décent (ODD8 : 18%) ; le changement climatique (ODD13 : 18%) ; l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (ODD5 : 13%) ; l'éducation (ODD4 : 6%) ; la lutte contre la pauvreté (ODD1 : 4%) ; l'accès à l'eau (ODD6 : 2%) ; l'accès à l'énergie (ODD7 : 4%) ; à l'accroissement des revenus (ODD10 : 3%) ; les infrastructures (ODD11 : 2%) ; les modes de production et de consommation (ODD12 : 1%) ; la gestion des écosystèmes (ODD15 : 5%) ; la paix et la justice (ODD16 : 1%) ; les partenariats (ODD17 : 3%).

Les principaux indicateurs de performance marquent des progrès pour certains et des régressions pour d'autres, avec notamment :

Pour l'effet 1 (D'ici 2024, les populations maliennes, particulièrement les plus vulnérables, participent à l'économie et bénéficient des fruits d'une croissance forte, inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents) : i) La Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté est estimée à 42,3 % au niveau national, accusant ainsi une baisse par rapport à l'année 2018 où il était de 57,4% ; ii) Le Nombre de personnes en insécurité alimentaire a augmenté de 3 600 000 en 2019 à 4 995 628 en 2020. Il représente 24% de la population du pays. Le nombre de personnes en besoin d'assistance (phase 3 à pire) est de 1 340 741 soit 6,53% de la population contre

548 644 personnes soit 2,83% de la population en 2019. Celui en phase 2 est de 3 654 887 personnes soit 17,80% de la population du pays ; iii) Le taux d'emploi des jeunes (15-45 ans) est estimé à 92,7% contre 62,7% en 2019. Le secteur pourvoyeur d'emploi est le primaire. En effet, plus de 6 actifs occupés sur 10 travaillent dans le primaire. Les autres se répartissent entre l'industrie, le commerce et les services. L'essentiel des emplois pourvus dans le primaire se trouvent en milieu rural (81,5 %) probablement dominés par les activités agricoles.

Pour l'effet 2 (D'ici 2024, les communautés gèrent de façon durable et équitable les ressources naturelles et l'environnement et sont plus résilientes aux effets néfastes des changements climatiques) : i) La mise en œuvre du plan d'action de la CDN s'est poursuivie à travers l'exécution de plusieurs projets dans le domaine des changements climatiques et de l'énergie, notamment des projets dans le domaine forestier, agricole et des énergies renouvelables. Aussi le fonds climat Mali a financé 04 nouveaux projets dans le domaine de l'adaptation au changement climatique. Le démarrage de la révision de la CDN pour revoir les ambitions à la hausse dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Le plaidoyer des partenaires a conduit à la signature d'une lettre d'engagement par plusieurs ministres du gouvernement de Transition pour revoir les ambitions en faveur du climat à la hausse. ; ii) La Part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique est en progression, elle est de 13% contre 5% en 2019.

Principaux défis :

- Poursuivre les actions de résilience (cash transfert, Vivres Contre Travail, Vivres Contre Actifs, Vivres Contre Formation, reconstitution de cheptel, aménagements de proximités, ...) dans les cercles en insécurité alimentaire ;
- Appuyer la reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et réfugiées de retour
- Assurer une meilleure adéquation entre populations et ressources naturelles à travers un aménagement rationnel du territoire national et la gestion durable des ressources naturelles.

Effet 1 : D'ici 2024, les populations maliennes, particulièrement les plus vulnérables, participent à l'économie et bénéficient des fruits d'une croissance forte, inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents

PRODUIT 2.1.1 : LES POPULATIONS VULNÉRABLES, EN PARTICULIER LES JEUNES ET LES FEMMES ONT ACQUIS DES COMPÉTENCES ET CAPACITÉS POUR PROTÉGER ET RENFORCER LEURS MOYENS D'EXISTENCE



Les actions de distribution d'intrants ont touché environ 123 862 personnes vulnérables (dont 44% de femmes et de jeunes), leur permettant ainsi d'accroître et de renforcer leurs moyens d'existence (semences maraîchères, vivrières, fourragères, agroforestières, de légumineuses, de kits d'élevage ainsi que de petits équipements d'outillage agricole).

Dans le domaine de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs, 104 778 personnes dont 61 056 hommes (58%) et 43 722 femmes (42%) ont bénéficié de transferts directs d'argent aux ménages participant aux activités. Ainsi, 371 actifs communautaires prioritaires par les bénéficiaires ont été créés ou réhabilités à travers un processus de planification communautaire participative (systèmes d'irrigation, barrages, restauration des terres).

1 650 déplacés internes de 02 régions, dont 1 206 femmes, ont bénéficié de renforcement de capacités puis ont reçu des fonds d'amorçage et des matériels de production agricole pour la mise en place d'AGR.

Dans la même veine, 3 000 emplois agricoles ont été créés à travers la réalisation de six (6) périmètres maraîchers dans 03 cercles.

3 études de chaînes de valeurs porteuses ont été réalisées. Ces études servent de base pour développer des chaînes de valeurs pour les réfugiés, PDI et les ménages des communautés hôtes des régions de Kayes, Ségou et Tombouctou pour renforcer leurs moyens de subsistance, la contribution des emplois et entreprises vert(e)s à la résolution des conflits.

Dans le cadre de l'atténuation des impacts de la COVID 19 sur les activités des femmes entrepreneures dans 03 cercles, 3355 femmes membres de 51 coopératives, dont des mareyeuses, ont été équipées en matériels de production et commercialisation pour, entre autres, booster la filière poisson. 700 Jeunes et femmes vulnérables de Kidal, Gao et Tombouctou ont acquis des compétences en entrepreneuriat et ont été dotés en matériels de travail et fonds d'amorçage.

PRODUIT 2.1.2 : LES INSTITUTIONS NATIONALES, LE SECTEUR PRIVÉ ET LES COMMUNAUTÉS, PARTICULIÈREMENT LES FEMMES ET LES JEUNES, SONT DOTÉS DES CAPACITÉS, COMPÉTENCES ET CONNAISSANCES TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES NÉCESSAIRES SUR DES BASES FACTUELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR AGRO-SYLVOPASTORALES, Y COMPRIS SENSIBLES À LA NUTRITION



L'appui technique des Nations Unies dans le domaine des chaînes de valeur au profit de 27 organisations agricoles locales regroupant 74 000 petits exploitants dans 05 régions, a permis de faire face à la réduction des pertes post-récolte, d'améliorer l'accès aux marchés, la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Les connaissances de 1182 bénéficiaires de 04 régions (dont 59% de femmes et jeunes) ont été renforcées en techniques améliorées de production sur les techniques de production et de transformation maraîchère, agroforestière, élevage, production et utilisation de fumure organique.

PRODUIT 2.1.3 : L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES EST AMÉLIORÉ, LES CAPACITÉS D'ORGANISATION ET D'INNOVATION DES STRUCTURES PUBLIQUES ET DE COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR PRIVÉ SONT RENFORCÉES, ET L'ACCÈS AU FINANCEMENT EST AMÉLIORÉ POUR LES PME, SURTOUT CELLES DES FEMMES ET JEUNES



L'appui des agences des Nations Unies a permis d'installer, former et accompagner 15 groupements représentants plus de 750 femmes et de jeunes. Cet appui leur a facilité l'accès au financement leur permettant d'entreprendre et de gérer des activités génératrices de revenus dans les filières agro-alimentaires de leur choix.

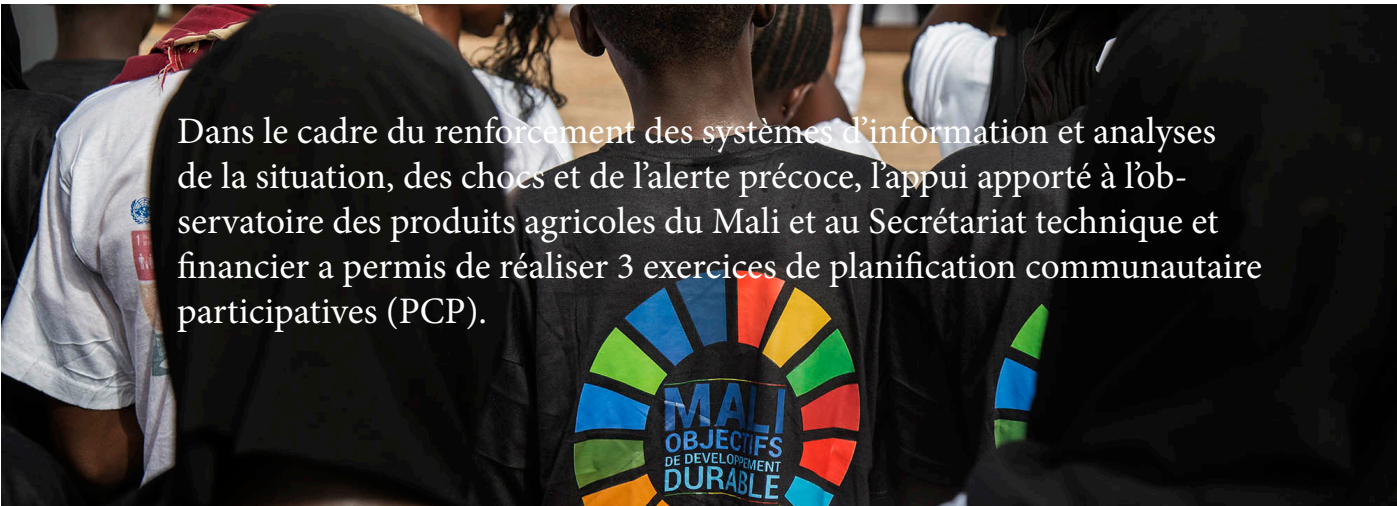
Le Patronat a été appuyé pour réaliser l'analyse de l'environnement des entreprises tenant compte du COVID19. Les services en charge de l'emploi et du travail (ANPE, APEJ, DNE, DNEFP) ont été renforcés pour améliorer l'impact de leurs actions en faveur de l'insertion des jeunes ruraux. La Direction Nationale de la Formation Professionnelle (DNFP) a été appuyée introduire l'enseignement des modules sur l'entrepreneuriat dans le programme de formation des CFP. Ainsi 20 facilitateurs du module CLE « Connaître votre entreprise » ainsi que 64 cadres dont 5 femmes (8%) (Directeur du CFP, Directeur

des Etudes, Économe, Surveillant General) issus des 16 CFP de la région de Ségou et du Cercle de Yorosso ont renforcé leurs connaissances techniques ainsi que leur capacité d'analyse et de gestion pour améliorer le fonctionnement de leur établissement.

700 jeunes ruraux ont reçu une formation technique et accompagnement des startups en entrepreneuriat. Parmi eux, 154 micro-entrepreneurs dont 48 femmes de Ségou ont été, avec l'appui de l'incubateur REFOR membre du Réseau GERME, renforcés en Comptabilité Fiscale, et en matière de création et de gestion d'entreprises.

Une plateforme électronique d'enseignement à distance de l'entrepreneuriat dénommée « CLE-Mali » (<https://ecampusclemali.itcilo.org/>). L'initiative est d'avoir un dispositif qui peut être bénéfique non seulement pour les jeunes

PRODUIT 2.1.4 : LES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE DES INSTITUTIONS ET COMMUNAUTÉS AUX CHOCS ET CRISES ÉCONOMIQUES ET LIÉS AUX CONFLITS SONT RENFORCÉES



Dans le cadre du renforcement des systèmes d'information et analyses de la situation, des chocs et de l'alerte précoce, l'appui apporté à l'observatoire des produits agricoles du Mali et au Secrétariat technique et financier a permis de réaliser 3 exercices de planification communautaire participatives (PCP).

PRODUIT 2.1.5 : LES AUTORITÉS ET ACTEURS NATIONAUX DISPOSENT DE CAPACITÉS RENFORCÉES DANS LE DOMAINE DE LA CONCEPTION, MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI ET ÉVALUATION DE MESURES SENSIBLES AU GENRE, À L'ÉQUITÉ, AUX CRISES ET CHOCS DANS LES POLITIQUES ET STRATÉGIES ÉCONOMIQUES



Les Nations Unies ont contribué au verdissement de la Politique de Développement Agricole, à l'opérationnalisation du Système National de Gestion d'Information Environnementale (SNGIE), à la formation et la mise en place de 74 points focaux régionaux dont 9 femmes et à l'intégration des Conventions de Rio dans 8 PDESC dans les régions de Sikasso et Kayes. Dans le cadre de la révision de la contribution déterminée au niveau national (CDN), 30 acteurs na-

tionaux issus des ministères chargés des finances, de l'Administration Territoriale et de l'Environnement sont mieux outillés dans la prise en compte du changement climatique dans la politique macroéconomique, la planification fiscale, la budgétisation, les investissements publics et les pratiques de passation des marchés. Aussi, 5 structures étatiques ont été renforcées dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques sociales prenant en compte les chocs et crises.

Par ailleurs, les Nations Unies ont appuyé l'organisation des revues régionales et nationales du CREDD et des ODD. Ces revues ont servi de cadre pour faire le bilan de la mise en œuvre du CREDD et des ODD au Mali, identifier les difficultés rencontrées et proposer des pistes d'accélération de la mise en œuvre de l'agenda 2030.

Effet 2 : D'ici 2024, les communautés gèrent de façon durable et équitable les ressources naturelles et l'environnement et sont plus résilientes aux effets néfastes des changements climatiques

PRODUIT 2.2.1 : LES INSTITUTIONS NATIONALES ET LOCALES, LES ACTEURS NATIONAUX, LOCAUX ET LES COMMUNAUTÉS EXPOSÉES AUX CHOCS ET CRISES DISPOSENT DE CAPACITÉS DE RÉSILIENCE ACCRUE FACE AUX EFFETS NÉGATIFS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES CATASTROPHES NATURELLES



Avec l'appui des Nations Unies, 4 603 bénéficiaires ruraux ont accédé au crédit pour un montant de 96 280 000 FCFA. A travers la mise en place des champs école d'agropasteurs, 15 014 agro éleveurs dont 2 731 hommes, ont vu leurs compétences renforcées sur les pratiques agricoles durables et d'autres initiatives. Ces actions ont permis l'adoption de pratiques et technologies agropastorale et piscicole résilientes et l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, valorisation et protection des ressources en eau. Plus de 10 676 ménages ont mis en pratique mesures résiliences

aux effets néfastes des changements climatiques (infrastructures agrosylvopastorales, conservation des biodiversités, etc.). Par ailleurs, un système automatisé d'alerte précoce aux inondations couvrant 1 250 000 personnes a été opérationnalisé grâce à la mise en place de 88 équipements de mesure hydro-climatique et de 5 stations automatiques. Grâce à ce système, 69 786 ménages ruraux utilisent désormais les informations climatologiques et le système d'alerte précoce pour des besoins agricoles et pastoraux.

PRODUIT 2.2.2 : LES INSTITUTIONS ET LES COMMUNAUTÉS LOCALES DISPOSENT DE CAPACITÉS POUR ASSURER LA GESTION DURABLE ET FAVORISER L'ACCÈS ÉQUITABLE AUX RESSOURCES NATURELLES, ET LA BIODIVERSITÉ DANS UNE DYNAMIQUE DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CONFLITS



La mise en place de 11 mécanismes et stratégies de prévention et gestion de conflits au niveau communautaire dans les zones frontalières avec le Niger et le Burkina Faso impliquant les jeunes et les femmes dans les instances de prise de décision formelles ou informelles (Commission Foncière, Comité Local de Sécurité, Comité Communautaire de Prévention des Conflits) a permis à 865 bénéficiaires dont 40% de femmes de renforcer leurs capacités. Aussi, 1750 personnes dont 1700 femmes ont été formées sur l'accès des femmes à la terre et 200 autres femmes-leaders ont acquis des compétences afin de

pouvoir jouer le rôle de médiatrice au niveau local, communautaire et transfrontalier. L'accès des femmes au foncier a été amélioré à travers l'acquisition de 87 hectares de terres arables supplémentaires par 54 nouveaux groupements de femmes composés de 2 905 membres.



PRODUIT 2.2.3 : LES CAPACITÉS DES ACTEURS ET INSTITUTIONS NATIONAUX ET LOCAUX SONT RENFORCÉES POUR L'ADOPTION DE NOUVEAUX MODES DE PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES ET DU CADRE DE VIE DES POPULATIONS



Dans le cadre du renforcement des capacités de résilience des femmes ayant subi les effets des différentes crises (sanitaires, sécuritaire, politique), la plateforme « Buy From Women » a été ouverte à plus de 100 types de produits. Pour soutenir ce processus, 12 relais communautaires ont été formés pour accompagner le renforcement de capacité des groupements à travers une formation des formateurs sur l'utilisation de la plateforme numérique au cours de laquelle les capaci-

tés de 650 femmes ont été renforcées dans le domaine de l'enregistrement des informations sur la plateforme. Ainsi, 1419 bénéficiaires ont été enregistrées sur la plateforme qui intègre désormais les adresses des entreprises de livraison de biens de services. A travers l'octroi de tricycles comme moyens de transport, l'acheminement des intrants et produits commercialisés sur les marchés a été facilité pour 22 400 femmes.



PRODUIT 2.2.4 : LES INSTITUTIONS, ET LES COLLECTIVITÉS, LES PME DIRIGÉES NOTAMMENT PAR LES FEMMES ET LES JEUNES, DISPOSENT DE CAPACITÉS POUR UNE MISE À DISPOSITION ET UTILISATION ACCRUE DES ÉNERGIES NOUVELLES ET RENOUELABLES À MOINDRE COÛT



PRODUIT 2.2.5 : LES INSTITUTIONS ET LES ACTEURS NATIONAUX ET LOCAUX DISPOSENT DE CAPACITÉS RENFORCÉES DE PRÉPARATION ET GESTION DE L'URGENCE



Les agences des Nations Unies ont appuyé la réponse aux inondations à travers l'élaboration et la mise à disposition de cinq plans de gestion des inondations (1 plan national et 4 plans régionaux). Dans le cadre du développement de ces plans, 200 acteurs nationaux et locaux sont désormais outillés pour l'analyse de la vulnérabilité et des risques. Grâce à la construction/réhabilitation de 200 000 mètres linéaires de caniveaux, de collecteurs y compris la construction de digues filtrantes et l'opérationnalisation des comités de veille, les risques d'inondations dans le District de Bamako et 4 communes rurales ont été réduites de 80%.

AXE 3 : SERVICES SOCIAUX DE BASE ACCESSIBLE, DE QUALITÉ, ET PROTECTION SOCIALE INCLUSIVE

Les efforts des Nations Unies ont contribué à prendre en compte sur les deux effets de l'axe les questions relatives à la santé (ODD3 : 28%), à l'éducation (ODD4 : 18%), aux partenariats (ODD17 : 12%), à la paix (ODD16 : 10%), à la lutte contre la pauvreté (ODD1 : 10%), à résoudre les inégalités genre (ODD5 : 7%), à accroître les revenus (ODD10 : 8%), à assurer la sécurité alimentaire (ODD2 : 6%), à garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement (ODD6 : 1%).

Les performances sur l'effet 1 (D'ici 2024, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes, ont un accès plus équitable aux services sociaux de base de qualité, en fonction de leurs besoins spécifiques par âge et par sexe, y compris en situation humanitaire) mesurées par les indicateurs ci-après présentent : i) Prévalence du retard de croissance : Sur le plan nutritionnel, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans indique une baisse avec 26,6% chez les garçons et 21,2% chez les filles contre respectivement 28% et 25,7% en 2019 ; ii) Proportion d'enfants et de jeunes en cours élémentaire, en fin de cycle primaire, en fin de premier cycle du secondaire : Le Taux brut de scolarisation au primaire est en légère baisse, 71,1% en 2020 contre 72,2% en 2019. Le taux brut de scolarisation au premier cycle de l'enseignement fondamental est en légère baisse et estimé à 71,1% contre 72,2% en 2019. Les filles sont plus scolarisées que les garçons (72,1 % contre 70,2 %). Mopti est la région la moins scolarisée avec 37,3 % de taux brut de scolarisation. Au premier cycle du fondamental, l'abandon volontaire avec 16,5% de cas constitue la principale raison

pour laquelle les élèves abandonnent l'école, suivi du manque de moyen avec 4,4 % et du désintéressement des parents (3,5%).

Les performances sur l'Effet 2 : D'ici 2024, Les personnes vulnérables ont un accès amélioré aux services de protection sociale, y compris en contexte humanitaire mesurées par les indicateurs ci-après présentent : i) Indice de Gini : L'inégalité mesurée par l'indice de Gini dans l'ensemble du pays est de 0,40 en 2020 contre 0,38 en 2019. L'inégalité la plus faible est observée à Mopti (0,27) et Koulikoro-Tombouctou avec chacun 0,28. C'est à Sikasso qu'elle est la plus grande (0,50) suivi de Kidal (0,48). L'analyse spatiale montre que l'inégalité dans les autres villes est la plus élevée (0,43) suivie du milieu rural (0,36), alors qu'elle est moins accentuée à Bamako (0,30). ii) L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle accuse une hausse de 6,4 points comparativement à l'année de base où il était de 30,3. L'ampleur de la pauvreté est la plus élevée dans les régions de Sikasso, Koulikoro et Ségou avec des incidences respectives de 71,9 %, 62,1 % et 53,6 %. Concernant la profondeur et la sévérité, elles sont également plus élevées à Sikasso, Koulikoro et Ségou traduisant ainsi une inégalité dans la distribution des dépenses de consommation qui servent à mesurer le niveau de bien-être.

Principaux défis :

- Garantir l'accès aux services sociaux et aux filets de sécurité en travaillant à travers des systèmes intégrés dans les systèmes nationaux
- Renforcer les infrastructures de santé en ressources humaines techniques, moyens financiers de l'État pour couvrir les besoins sur l'ensemble du territoire.

Effet 1 : (D'ici 2024, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes, ont un accès plus équitable aux services sociaux de base de qualité, en fonction de leurs besoins spécifiques par âge et par sexe, y compris en situation humanitaire)

PRODUIT 3.1.1 (SANTÉ ET VIH/SIDA) : LES INSTITUTIONS ET LES COMMUNAUTÉS ONT DAVANTAGE DE CAPACITÉS POUR PLANIFIER ET METTRE EN ŒUVRE DE MANIÈRE EFFICACE L'OFFRE, LA DEMANDE ET LA QUALITÉ DE SERVICES DE SANTÉ (Y COMPRIS LA PLANIFICATION FAMILIALE ET LE VIH/SIDA ÉQUITABLES), Y INCLUS EN SITUATION HUMANITAIRE



L'accompagnement du SNU en faveur des structures de santé au Mali a été axé sur le renforcement des capacités des centres de santé communautaires et des hôpitaux en vue de la prise en charge sanitaire des enfants, des femmes et de manière générale de toutes les personnes malades. Au niveau des CSCOM, le recrutement et la formation de 50 sages-femmes, l'installation de 3 maternités préfabriquées (Mopti et Ségou) et la dotation en équipements médicaux techniques, a permis d'améliorer tangiblement l'offre de Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU).

Les Nations Unies ont soutenu les efforts de vaccination à travers la fourniture de 15 millions de doses de vaccins (tous antigènes confondus), 172 équipements de chaîne du froid, 165 motos. Le taux de couverture vaccinale contre la polio a atteint 5 407 271 (90%) enfants de moins de 5 ans.

L'appui des Nations Unies en matière de lutte contre le VIH a porté sur le renforcement des capacités de 575 sites de prise en charge (60%). Ils ont été couverts dans le cadre de la continuité des services pendant le COVID-19. Ceci a bénéficié à 2 722 mères séropositives et 75 enfants de moins de 2 ans dans 05 régions.

Les résultats de la revue à mi-parcours du Cadre Stratégique National VIH/Sida 2017-2021 et du plan de rattrapage pour accélérer la mise sous traitement ARV des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) ont alimenté le développement du plan d'accélération 2020-2021 et la demande de financement TB/VIH pour le

cycle de financement 2020-2022 du Global Funds to fight AIDS, Tuberculosis and Malaria (GFATM). La demande de financement TB/VIH a été approuvée pour un montant de 93 265 117 Euro. L'expertise internationale et nationale (un consultant international et un national) a été mobilisé pour l'élaboration du Plan de S&E du Plan Stratégique Intégré VIH-Tuberculose et Hépatites 2021-2025.

Le suivi communautaire de l'accès des PVVIH au traitement et la protection des PVVIH dans le contexte de la lutte contre le COVID-19 ont été renforcés en collaboration avec le Réseau Malien des personnes vivant avec le VIH (RMAP+). Le RMAP+ a bénéficié d'un appui pour le renforcement des capacités de ses membres sur la continuité des services dans le contexte de la COVID-19. A travers cet appui, RMAP+ a sensibilisé et encouragé la dispensation multi-mois (DMM) et a fait de la distribution communautaire des ARV. A Ségou, sur 1778 enfants malnutris reçus dans les URENI 1664 ont été dépistés pour le VIH dont 17 VH+. 120 membres de la fratrie testés pour 24 VIH+. Sur 1176 cas d'IST reçus, 1164 ont été dépistés dont 13 VIH+. 08 partenaires testés dont 04 positifs. Sur 275 cas TB reçus, 266 ont été dépistés avec 20 VIH+ et 12 cas index dont 2 VH+.

Dans le domaine de la contraception, 100% des Centres de santé communautaires ont été approvisionnés en produits de contraception.

PRODUIT 3.1.2 (NUTRITION) : LES INSTITUTIONS ET LES COMMUNAUTÉS ONT DAVANTAGE DE CAPACITÉS POUR PLANIFIER, METTRE EN ŒUVRE ET UTILISER DE MANIÈRE EFFICACE LES SERVICES DE NUTRITION DE QUALITÉ, Y COMPRIS EN SITUATION HUMANITAIRE



Avec l'appui des Nations Unies, un nouveau plan multisectoriel couvrant la période 2021 -2025 et adressant la malnutrition chronique a été élaboré. 83% des enfants de 6 à 23 mois (25 000 enfants) souffrant de malnutrition aiguë globale ont été pris en charge dans les centres de santé appuyés par les Nations Unies. Dans le même cadre, 72% des 645 centres de santé ciblés dans 07 régions ont été couverts pour la prise en charge des cas de malnutrition aiguë modérée.

Les plateformes communautaires de prestation de services de nutrition et de suivi ont été renforcées et reliées entre elles grâce à l'élaboration d'un mécanisme de suivi de la prestation de services intégrés aux enfants âgés de 0 à 5 ans. Une relation de collaboration entre les comités de gestion des écoles pour l'éducation de la petite enfance et les groupes de soutien nutritionnel (GSAN) a été établie.

PRODUIT 3.1.3 (EDUCATION) : LES INSTITUTIONS ET LES COMMUNAUTÉS DISPOSENT DE CAPACITÉS RENFORCÉES POUR PLANIFIER ET METTRE EN ŒUVRE DE MANIÈRE EFFICACE LA DEMANDE ET L'OFFRE DE SERVICES D'ÉDUCATION DE BASE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE QUALITÉ ET ÉQUITABLES, ET DE RENFORCER L'ACCÈS, Y COMPRIS EN SITUATION HUMANITAIRE



Les capacités de 1655 enseignants dont 25% de femmes du formel et du non formel ont été renforcées dans les domaines de la didactique de la lecture, l'écriture, les mathématiques et PEV dans 04 régions, permettant ainsi à 11 494 enfants (dont 5 376 filles) en

situation humanitaire, d'avoir accès à une éducation de base formelle ou non formelle (y compris les écoles maternelles / centre de développement de la petite enfance). Par ailleurs, 58 175 enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire, dont 27 282 filles,

ont pu accéder à l'éducation. Cet accès a été fourni grâce à l'identification et à la (ré) intégration dans les écoles formelles et à l'offre d'opportunités d'éducation non formelle et alternative. Dans le même cadre, L'approche de l'enseignement à distance (éducation radio-phonique grâce à la radio solaire), encore à ses débuts, a permis d'atteindre 29 927 enfants dont 16 267 filles. Avec l'appui des Nations Unies aux écoles en in-

frastructures WASH, 17 873 élèves de 78 écoles primaires ont eu accès à l'eau potable et à des latrines séparées par sexe avec des installations de lavage des mains. Ainsi, 1167 comités de gestion scolaire (CPS) pour les écoles primaires ont été évalués et renforcés en utilisant les critères normalisés de fonctionnalité nationale.

PRODUIT 3.1.4 (EHA) : LE CADRE DE VIE DES COMMUNAUTÉS EST AMÉLIORÉ, EN PARTICULIER POUR LES PLUS DÉFAVORISÉS, PAR UN ACCÈS DURABLE À L'EAU POTABLE ET À UN ASSAINISSEMENT DE BASE, ET L'ADOPTION DES PRATIQUES D'HYGIÈNE ADÉQUATES NOTAMMENT EN SITUATION HUMANITAIRE



La construction de latrines et la distribution de kits d'hygiène au profit de 133 ménages de PDIs des régions de Mopti et Ségou, ont permis d'améliorer leur cadre de vie. Grâce à la construction/réhabilitation d'installations modernes, 15 780 ménages ont un accès permanent à l'eau potable dans 05 régions. Par ailleurs, 20 137 ménages affectés par les conflits ou les inondations ont eu un accès temporaire à l'eau potable grâce à la distribution de kits EHA et NFI. En ce qui concerne la promotion des bonnes pratiques EHA au niveau communautaire et en réponse à la pandémie de COVID-19, 746 membres du personnel des

établissements de santé et des agents de santé communautaires ont reçu des équipements de protection individuelle (EPI) et 5 361 membres du personnel des établissements de santé et des agents de santé communautaires sont outillés à la prévention et au contrôle des infections (IPC). Ceci leur a permis d'adopter des pratiques d'hygiène adéquates.

Effet 2 : D'ici 2024, Les personnes vulnérables ont un accès amélioré aux services de protection sociale, y compris en contexte humanitaire



PRODUIT 3.2.1 : LES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS DE PROTECTION SOCIALE (SÉCURITÉ SOCIALE ET FILETS SOCIAUX) AUX NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL ET LOCAL SONT RENFORCÉES, POUR LA PRISE EN CHARGE EFFICACE DES BESOINS DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES, NOTAMMENT LES FEMMES, LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS, Y COMPRIS EN SITUATION HUMANITAIRE



Avec l'appui des Nations Unies, l'inventaire des différents régimes de protection sociale au Mali (à la fois contributive et non contributive) a permis de collecter les données pour l'élaboration du socle de protection sociale au Mali définissant les garanties minimales de protection sociale.

Dans le cadre de l'assistance humanitaire, les réfugiés et demandeurs d'asile regroupant 648 ménages ont bénéficié d'un soutien financier qui leur a permis d'être affilié à l'Union mutuelle technique.

Concernant les filets sociaux, 974 ménages de rapatriés ont été couverts par le cash (assistance finan-

cière) à raison de 40 600 FCFA pour les enfants de moins de 18 ans, 75 400 FCFA pour les adultes de plus de 18 ans dans 02 régions.

Le Projet pilote de protection sociale des populations clés (Personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et PDI) lancé à Sikasso en collaboration avec la Direction Nationale de la Protection à la suite de l'évaluation de la sensibilité du plan national de la protection sociale au VIH a permis d'apporter des transferts monétaires à 115 personnes vivant avec le VIH sur 120 ciblées et à mettre en place 9 activités génératrice de revenus (AGR) sur 15 prévues.

PRODUIT 3.2.2 : LES INSTITUTIONS ET LES COMMUNAUTÉS ONT DAVANTAGE DE CAPACITÉS POUR IDENTIFIER ET PROTÉGER LES POPULATIONS VULNÉRABLES, NOTAMMENT LES FEMMES ET LES FILLES, ET CELLES AFFECTÉES PAR TOUTES FORMES DE VIOLENCE ET DE MENACES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE, Y COMPRIS EN SITUATION HUMANITAIRE



Avec l'appui des Nations Unies, les capacités des services de la Protection sociale ont été renforcées dans le domaine de la collecte des données. Ceci a permis d'enregistrer 4 036 violations des droits de l'Homme par le système de suivi de la protection et 228 alertes flash signalant 362 incidents graves de protection. Les acteurs de l'évaluation rapide de la protection et les sections civiles de la MINUSMA (droits de l'homme et protection des civils) ont produit 11 rapports de suivi de la protection.

Les appuis fournis par les Nations Unies (réhabilitation et équipement d'un laboratoire médico-légal de référence à Bamako) ont permis de rendre fonctionnelles 13 One Stop Center sur le territoire malien. Ceci a aussi conduit à l'élaboration de 20 plans d'actions dans 03 régions, impliquant les leaders

religieux. Dans le même cadre, les capacités de 8000 personnes dont 3000 femmes ont été renforcées afin d'initier des actions de plaidoyer en faveur de l'adoption du projet "Loi contre les violences basées sur le genre".

Un centre pilote pour les victimes de traite a été ouvert à Bamako en partenariat avec l'organisation non gouvernementale ENDA Tiers Monde. Auparavant il n'existait pas de centre au Mali pour répondre aux besoins spécifiques de ces victimes. En plus d'avoir rénové et équipé le centre, des conseils techniques et un appui en termes de renforcement des capacités ont été fournis au personnel de ENDA sur la gestion d'un centre pour victime de traite, la détection et la prise en charge des cas de traite y compris les considérations spéciales à retenir pour les enfants, la protection

des données et la confidentialité des cas, la protection contre les abus et l'exploitation sexuels (PAES), et les mécanismes de plainte.





Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030

En 2020, l'équipe pays des Nations Unies a intensifié ses efforts pour soutenir le financement des ODDs. Le SNU a soutenu la production du Rapport sur la Coopération au Développement 2019 et du Cadre de Ressources Externes à Moyen Terme. Ces deux documents font ressortir l'apport des partenaires bi et multilatéraux au financement du CREDD. Ils fournissent des informations pertinentes qui serviront à consolider le cadre intégré de financement.

De même le financement des ODDs est soutenu par le SNU à travers la mise en œuvre d'un programme conjoint des Nations Unies sur le "financement des ODDs relatifs au capital humain". En s'attaquant explicitement aux questions de financement du capital humain à travers, la transparence, l'équité, l'efficacité et l'efficience, ce programme contribue à répondre à des questions liées à la gouvernance et aux questions de flux des budgets du niveau central vers les entités décentralisées ce qui relève de l'Axe stratégique 1 du CREDD. Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance.

Si les types traditionnels de financement du développement - notamment l'APD et les ressources publiques nationales - resteront essentiels à la réalisation des ODD, en particulier pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables, les capitaux privés et mixtes joueront également un rôle central. L'équipe pays a renforcé en 2020 ses initiatives de construction de partenariat notamment avec la Banque mondiale. L'équipe pays des Nations Unies a travaillé sur une note conceptuelle en réponse à la Facilité de partenariat pour la paix, le développement, et humanitaire (HDPP). La collaboration Banque mondiale/SNU s'est également manifestée à travers la consultation dans le cadre du processus de finalisation de l'Allocation de prévention et de résilience (APR) pour laquelle les AFPs ont contribué au choix des critères de référence.

Au cours de l'année, de nouveaux partenariats ont été signés par les AFPs incluant :

- La signature d'une convention de partenariat avec l'API Mali (Agence de promotion des investissements) a permis de lancer officiellement le projet de mise en place d'une cellule d'appui aux entreprises féminines sous le nom de WBC (Women Business Center). Ce partenariat avec l'API est une contribution au renforcement de la contribution des femmes à l'économie nationale.

- Le réseau mondial de développement de l'ONU et la Fondation Tony Elumelu (TEF) - le leader de l'entrepreneuriat en Afrique - ont ouvert les inscriptions pour le programme d'entrepreneuriat visant à former, encadrer et financer 10 000 jeunes entrepreneurs maliens sur une période de 3 ans, dans le cadre du soutien à la relance économique du Mali. Cette initiative visant à renforcer l'autonomie des jeunes entrepreneurs africains s'inscrit dans le cadre d'un programme entrepreneurial plus vaste de la Fondation Tony Elumelu et du PNUD, lancé en 2019 pour soutenir 10 000 entrepreneurs à travers le Sahel.

- Le programme de résilience pluriannuel au Mali a obtenu un financement initial de 11,1 millions de dollars US de Education Cannot Wait, Il touchera 370 000 enfants, dont 60 % de filles et 10 % d'enfants handicapés. La subvention catalytique Education Cannot Wait sera mise en œuvre par l'AFP, EducCo (2,7 millions de dollars), Plan International (2,7 millions de dollars), Save the Children (3,2 millions de dollars) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (2,5 millions de dollars). L'investissement permettra d'atteindre 90 000 enfants réfugiés, rapatriés et déplacés à l'intérieur du pays qui vivent dans des communautés d'accueil mais aussi de soutenir les interventions dans les régions prioritaires, en mettant l'accent sur les régions de Mopti et Menaka, qui présentent les plus hauts niveaux de vulnérabilité. Faire progresser l'action sur les systèmes résilients pour la nutrition grâce à l'innovation et au partenariat (PARS-NIP). Le programme renforcera la résilience des services pour traiter et prévenir l'émaciation des enfants face au changement climatique.



3.4. RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DE ONE UN

L'équipe pays a consolidé au cours de l'année 2020 la dynamique de « Unis dans l'action » qui constitue le repère de son organisation et de son fonctionnement pour davantage de cohérence, de synergie et de cohésion. La mise en œuvre de la réforme de l'UNDS n'a pas rencontré de difficultés particulières. L'exercice de configuration des capacités de l'équipe relativement au nouvel UNSDCF a été conduit. Il est apparu à l'issue du processus que l'équipe de pays des Nations Unies dispose des capacités nécessaires pour la mise en œuvre de l'UNSDCF 2020-2024. Ces capacités et les agences qui peuvent les fournir ont également été dûment identifiées. Les quelques lacunes de capacités identifiées ont trouvé des réponses appropriées avec

les AFP dans le pays. Il n'était donc pas nécessaire de faire venir de nouveaux AFP. Toutes les entités résidentes et non-résidentes disposent des avantages comparatifs pertinents pour l'exécution de l'UNSDCF 2020-2024. Les documents de programmes pays des AFP ont été dûment alignés sur l'UNSDCF.

Ainsi, sous le leadership du Coordonnateur Résident, l'équipe pays a finalisé de manière inclusive et participative le processus d'élaboration du nouvel UNSDCF pour la période 2020-2024 et a signé le document avec le gouvernement du Mali. La mise en œuvre de l'UNSDCF au cours de l'année 2020 a fait suite à l'élaboration et la signature avec le gouvernement de plans de travail annuels conjoints. Elle repose sur la construc-



tion constante de synergie, de cohérence et d'inclusion au sein de l'équipe pays et sur la participation et l'appropriation de la partie nationale.

Les membres de l'équipe pays ont été amenés à construire des synergies et à mutualiser leurs capacités sur le terrain en développant et en mettant en œuvre des initiatives et des programmes conjoints. C'est à cette fin que, entre autres, l'élaboration d'une stratégie conjointe des Nations Unies pour la jeunesse au Mali, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme conjoint sur l'autonomisation des

femmes ont été initiées au cours de l'année. Ces deux thèmes sont centraux et transversaux dans les trois axes de l'UNSDCF. Aussi, en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'approche Nexus, principalement dans les zones touchées par des conflits multidimensionnels au Mali, l'équipe pays a formulé une stratégie SNU conjointe sur le Nexus dans le pays. La construction d'une approche intégrée pour traiter les problèmes de résilience par les AFPs a également été favorisée au cours de l'année.

La consolidation de la cohésion de l'équipe pays des Nations Unies a

été davantage évidente dans la gestion de la pandémie de coronavirus au cours de l'année à travers le mécanisme de gestion concertée et inclusive de la pandémie au sein de la famille des Nations Unies y compris la MINUSMA. La gestion de la crise du COVID-19 au Mali par les AFP s'est faite selon une approche intégrée

Aussi, en sus de la programmation conjointe, l'accent a-t-il été mis au cours de l'année sur la mobilisation conjointe des ressources et le développement du partenariat à travers le renforcement du mécanisme conjoint et de la stratégie conjointe

de mobilisation de ressources existante.

Les résultats de l'unité dans l'action sont également tangibles au cours de l'année dans le domaine des opérations communes. En effet, le BOS 2.0 a été adopté avec un total de 64 services inclus dans le BOS 2021-2023 du Mali, 4 457 990 \$ de coûts évités escomptés et un budget requis de 25 500 \$ pour la mise en œuvre de ce plan stratégique.

Les services communs au Mali ont été consolidés en 2020, y compris les locaux communs à Bamako, Gao, Tombouctou, Mopti, Kayes. Dans ces locaux communs, une sécurité commune a été maintenue sur la base des normes UNDSS. La connectivité et les services de soutien des TIC ont été améliorés. Le service de nettoyage et d'entretien des bâtiments, y compris la désinfection requise dans le cadre du COVID-19, a été effectué avec la sensibilisation et le suivi de la qualité du prestataire. Pour améliorer l'écologie des locaux communs, le service de jardinage a été renforcé, en tenant compte du respect et de la protection de la nature. La gestion durable des déchets est expérimentée avec l'introduction progressive du tri et du traitement des déchets à la maison des Nations Unies à Bamako. Dans le cadre de « Greening the Blue », les Services communs, en vue de réduire l'empreinte carbone des opérations des Nations Unies au Mali, ont mis en place une mesure de la consommation électrique, à travers le système de mesure et de suivi de la consommation électrique (PCMM). A terme, cela permet de fixer des objectifs réalistes de réduction de la consommation d'électricité sur la base des données collectées. En outre, un système solaire résidentiel a été testé avec succès pour remplacer progressivement les générateurs par de l'énergie solaire propre pour les mesures de sécurité résidentielles et la continuité des activités. Ce projet devrait être étendu en 2021. En outre, une solution solaire pour la Maison des Nations Unies au Mali est en cours de finalisation. Il est prévu que le système couvrirait 7 à 8 heures de panne de

courant avec une batterie réduisant encore plus l'utilisation du générateur de près de 90%, une consommation de diesel réduite par rapport au scénario de base de 89%, avec un montant estimatif de 59 752 \$. La Clinique des Nations Unies au Mali mise en place depuis 2015 a joué un rôle important dans la réponse conjointe des Nations Unies à la pandémie de covid-19 au Mali. Il a notamment assuré la mise à disposition du personnel des Nations Unies (et de leurs dépendants) depuis le début de l'épidémie d'un covid-19 d'un numéro sans frais 74017201 disponible 24h / 24 et 7j / 7 pour un suivi, des conseils et un soutien; des campagnes de sensibilisation et de prévention sur le covid-19 ont été organisées pour toutes les agences, fonds et programmes des Nations Unies au Mali; un centre de gestion des cas UN covid-19 a été créé avec une capacité de 15 salles d'isolement standard (30 chambres en mode surtension / urgence), deux soins intensifs standard entièrement équipés de respirateurs portables et de type armoire haute performance, de concentrateurs d'oxygène, d'aspirateurs de sécrétions bronchiques, bidons d'oxygène, médicaments de soins intensifs, pompes à seringues électriques, lits de soins intensifs, matelas anti-escarres. L'équipe clinique de l'ONU a été renforcée par 3 médecins de soins intensifs, consultants pour les urgences et l'anesthésie-réanimation. Un centre d'imagerie et de diagnostic radio a été installé au dispensaire des Nations Unies. Par ailleurs, certaines applications inter-agences ont été mises en place, notamment la plateforme I-process qui vise à dématérialiser les processus de travail des services communs et surtout à assurer un suivi adéquat des demandes de services et des performances des équipes. Sous la direction de l'Équipe pays des Nations Unies (UNCT), l'Équipe de gestion des opérations (OMT) joue un rôle clé dans l'intégration progressive de la durabilité environnementale, de l'inclusion et des dimensions de genre dans les activités et initiatives opérationnelles interagences.

3.5. ÉVALUATIONS ET LEÇONS APPRISSES

La mise en œuvre de l'UNSDCF en 2020 a largement contribué aux progrès accomplis dans la réalisation de l'Agenda 2030, malgré la pandémie COVID-19. L'équipe pays des Nations Unies (UNCT) au Mali a été en mesure de réaliser les trois domaines de résultats identifiés dans l'UNSDCF, en particulier en fournissant un soutien et une protection aux groupes les plus vulnérables en contribuant à la continuité de la fourniture des services sociaux de base essentiels, en soutenant les capacités productives des populations vulnérables notamment dans les zones rurales, en apportant conseils et appuis au pays en matière de gestion de l'économie et dans la gestion de la crise politique et institutionnelle que le pays a connue au cours de l'année 2020, la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Sur la période, les pratiques agricoles durables ont continué d'être encouragées et la protection des moyens de subsistance des agriculteurs et de l'état nutritionnel des enfants a été améliorée. En outre, des progrès ont été accomplis dans la prise en compte du genre ainsi que dans la participation des femmes au leadership dans la réponse au COVID-19. Des politiques importantes ont été mises en œuvre pour faire progresser l'égalité des sexes, les droits de l'homme et les droits des personnes handicapées. Le programme d'alimentation scolaire s'est poursuivi et les mécanismes de transfert d'argent ont permis de protéger les ménages les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle tandis que les services complets de santé et de nutrition en matière de procréation, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et de planification familiale ont été améliorés.

Malgré l'impact de la COVID-19 sur la santé, le bien-être des populations sur l'économie et l'emploi

dans le pays, la pandémie a également présenté une opportunité pour l'équipe pays des Nations Unies d'être plus cohésive et efficace pour délivrer comme One UN. Cela est illustré par les efforts coordonnés de l'équipe pays des Nations Unies pour répondre au COVID-19, en particulier sur l'appui fourni à la réponse du gouvernement. L'équipe pays des Nations Unies et ses structures de coordination ont été en mesure de mobiliser et d'exploiter de manière cohérente les avantages comparatifs des agences des Nations Unies pour répondre aux ramifications humanitaires, sanitaires et socio-économiques de la pandémie. Le maintien de la synergie entre les membres de l'équipe de pays des Nations Unies serait essentiel non seulement pour la mise en œuvre des programmes de développement en 2021, mais aussi pour garantir que les structures et les partenariats construits pendant la pandémie soient résilients et dynamiques pour s'adapter à tout choc potentiel dû à la santé, au changement climatique, l'insécurité alimentaire ou autres crises auxquelles le pays est vulnérable.

Sur le plan budgétaire, les difficultés se sont traduites par une révision du Budget National avec la réduction des objectifs de recettes et secteur privé contraint par les crises diverses. Les fonds des donateurs traditionnels ont été impactés par le COVID 19 en 2020. Cependant, la programmation conjointe s'est avérée être un instrument efficace de mobilisation des ressources qui démontre que l'ONU tire parti des ressources supplémentaires, en remédiant aux doubles emplois et en sollicitant un plus grand soutien de la part du gouvernement, des partenaires de développement et d'autres acteurs du développement. L'investissement de l'ONU dans les initiatives de consolidation de la paix, en particulier le développement du projet Jeunesse à risque, a attiré

des niveaux de soutien sans précédent de la part des homologues gouvernementaux et d'autres acteurs du développement. Cet effort catalytique de l'équipe pays des Nations Unies pour travailler à l'élaboration de programmes conjoints devrait être complété par une responsabilité renouvelée et renforcée pour obtenir des résultats en 2021. Le suivi-évaluation et la communication des résultats tout en tirant parti des partenariats existants et une sensibilisation continue peuvent avoir un impact positif sur la mobilisation des ressources tout en garantissant la réalisation des résultats.

MINUSMA et l'équipe Pays des Nations Unies ont pris l'initiative d'appuyer Plan gouvernemental de la transition et se sont essentiellement concentrés sur une mise en œuvre efficace et coordonnée du Cadre Stratégique Intégré et le développement de mécanismes de coordination et de suivi intégré, y compris dans le Centre du Mali. Conformément au calendrier de la transition, une analyse du conflit basée sur le genre a aussi été réalisée en 2020, identifiant ainsi les principales dynamiques de conflit liées au genre. L'élaboration d'un programme conjoint de protection sociale, de télémédecine et d'énergies renouvelables en collaboration par trois entités UN pour renforcer le système de santé malien de manière holistique et durable en tirant parti du potentiel de l'énergie solaire et de la santé numérique, renforcera davantage la résilience du système de santé et des communautés bénéficiaires, en particulier les groupes vulnérables des zones rurales.

Les rapports de mise en œuvre du CREDD et des ODD appuyés par les Nations Unies fournissent la situation de mise en œuvre du CREDD et des ODD. En ce sens, ils actualisent la feuille de route pour la mise en œuvre des ODD issue du processus MAPS (Mainstreaming, Acceleration and Policy Support). Ceci constitue pour l'année 2020 une contribution significative du SNU au gouvernement dans les efforts de réalisation de l'Agenda 2030.

L'équipe pays a aussi conçu et adopté une Stratégie Nexus Humanitaire-Développement et Consolidation de la Paix qui sert de cadre de référence pour les interventions des Nations Unies en la matière pour plus d'efficacité, de cohérence et d'efficience sur le terrain au Mali.

L'insécurité liée aux conflits et à la récente crise politique et institutionnelle auxquelles s'ajoutent la pandémie de la COVID 19 ont impacté les interventions et les conditions socio-économiques des populations bénéficiaires des appuis des AFPs et ce avec les contraintes logistiques et les procédures souvent difficiles d'application dans des zones éloignées

et enclavées et sujettes à l'insécurité. Pour renforcer l'exécution des programmes dans les zones/secteurs à faible taux d'exécution il convient, pour les AFPs: i) de rapprocher les centres de décision d'exécution des zones d'interventions à travers l'ouverture de sous-bureaux dotés de ressources requises; ii) d'adopter des procédures souples de passation de marchés qui privilégient le recours aux opérateurs/prestataires locaux; iii) d'impliquer les autorités locales et toutes les parties prenantes à la mise en œuvre en les informant de l'évolution des projets et les difficultés et en sollicitant leur implication pour leur gestion et la recherche de solution. Iv) pour accélérer la réalisation des ODD et garantir que personne ne soit laissé pour compte, les données doivent être de qualité et facilement accessibles pour influencer sur l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des programmes et l'établissement de rapports ; V) pour 2021, il serait encore plus important de se concentrer sur la création de partenariats pour une collecte de données cohérente, la création de référentiels et de banques de données et d'élargir l'accessibilité pour accélérer la réalisation des ODD et garantir que personne ne soit laissé pour compte, les données doivent être de qualité et facilement accessibles pour influencer sur l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des programmes et l'établissement de rapports. Pour 2021, il serait encore plus important de se concentrer sur la création de partenariats pour une collecte de données cohérente, la création de référentiels et de banques de données et d'élargir l'accessibilité.



3.6. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

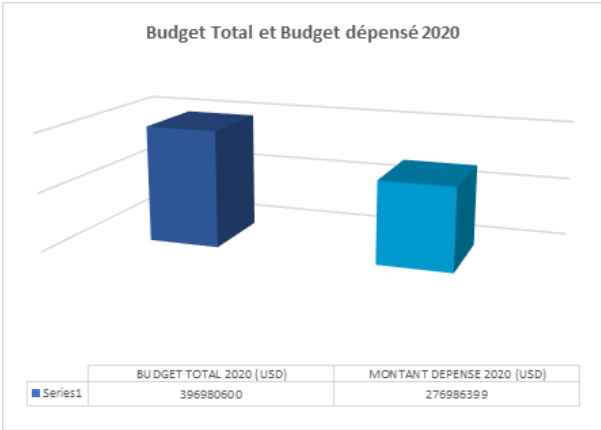
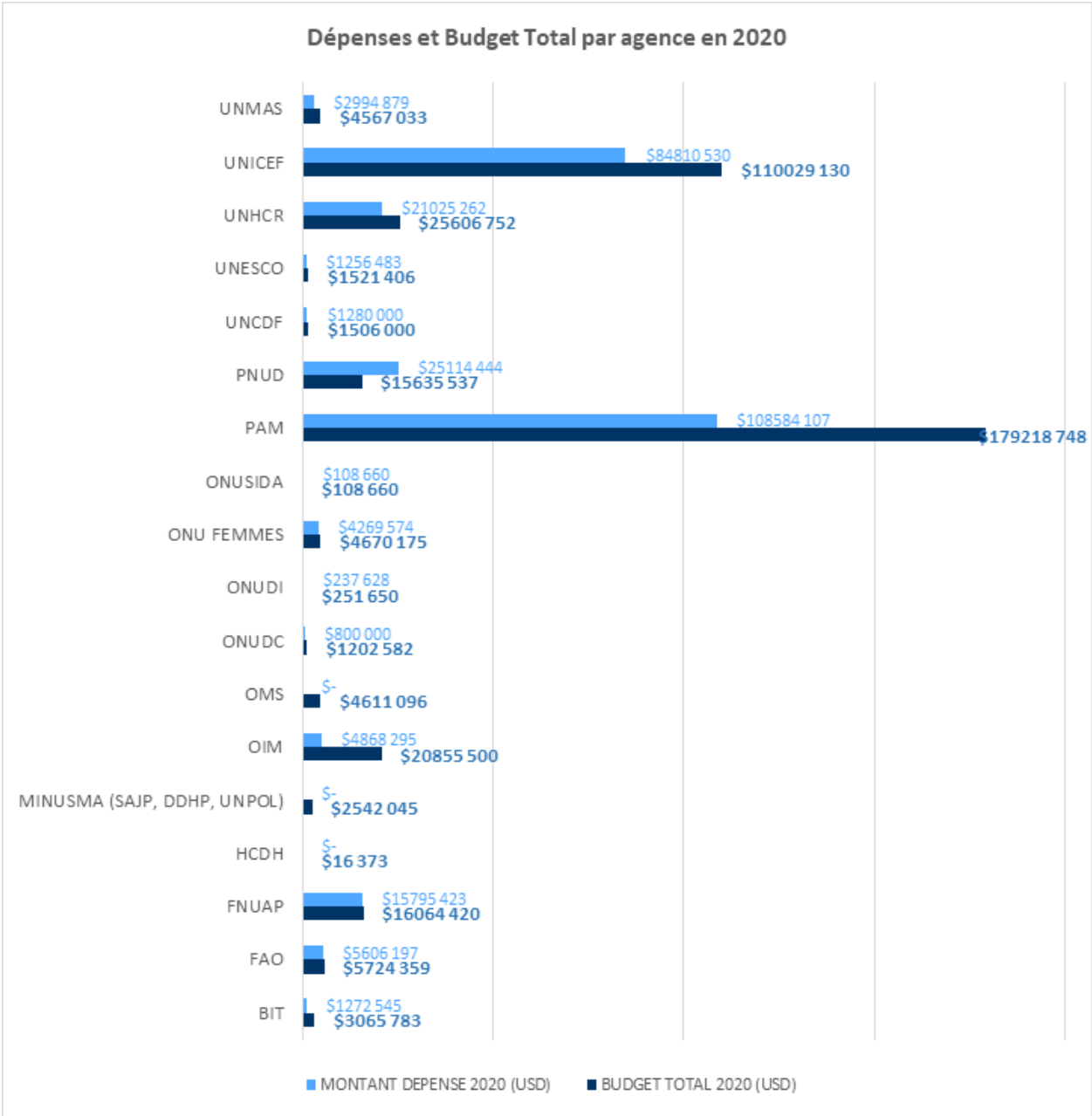
3.6.1. APERÇU FINANCIER

Conformément aux engagements pris dans le cadre du Pacte mondial de financement, le système de développement des Nations Unies au Mali a élaboré un cadre de financement pluriannuel basé sur une évaluation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'UNSDCF. Il présente les besoins de financement globaux pour atteindre les résultats prioritaires, identifie les ressources disponibles et rend visible les déficits de financement restants.

Le tableau suivant donne un aperçu général du cadre pour l'ensemble du cycle de programmation 2020-2024 et de l'année 2020.

	2020 - 2024			2020		
Résultat Outcome/Output	Total ressources nécessaires	Montant Disponible	Montant à mobiliser	Total ressources nécessaires	Montant Disponible	Montant à mobiliser
Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive	290 975 415	87 412 660	203 562 755	43 777 354	22 820 900	20 956 454
Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale	374 387 217	82 969 033	291 418 184	53 287 198	34 930 080	18 357 118
Services sociaux de base et protection sociale inclusive	839 319 511	132 869 040	706 450 471	196 448 445	134 424 877	62 023 568
	1 504 682 143	303 250 733	1 201 431 410	293 512 997	192 175 858	101 337 139

LA RÉPARTITION DU BUDGET PAR AGENCE ET LES DÉPENSES AU TITRE DE L'ANNÉE 2020 SE PRÉSENTENT COMME SUIT :



Le taux d'exécution du budget 2020 est de 70%

3.6.2. MOBILISATION DES RESSOURCES

Pour couvrir le gap important de financement de l'UNSDCF, l'équipe pays a mis l'accent en 2020 sur le renforcement du mécanisme conjoint et de la stratégie conjointe de mobilisation des ressources, et ce conformément à la réforme de l'UNDS qui vise à encourager non seulement la programmation conjointe mais aussi les efforts de mobilisation conjointe des ressources. Ainsi, au cours l'année 2020, cette exigence a été mise en œuvre par l'équipe pays à travers le soutien au Groupe de mobilisation conjointe des ressources et de partenariat (GMCRP) et la mise à jour de la stratégie de mobilisation conjointe des ressources (JRMS) existante.

Le mandat du groupe a été révisé compte tenu du nouveau cadre de coopération et son rôle a été clarifié pour fournir des conseils et des orientations à l'équipe pays des Nations Unies, faciliter la mobilisation conjointe des ressources, identifier les initiatives conjointes et les opportunités de synergies potentielles et partager des informations sur les partenariats. Des actions ont également été entreprises pour réviser la stratégie de mobilisation de ressources et de partenariat existante en lien avec la stratégie de communication de l'équipe pays et contribuera à la consolidation du rôle de coordination de l'aide de l'équipe de pays des Nations Unies dans le pays.

Au cours de l'année 2020, des opportunités de mobilisation de ressources conjointes ont été explorées par l'équipe pays qui répondu à différents appels à propositions de financement des mécanismes de financement disponibles au sein des Nations Unies, notamment SDG Joint Fund, MPTF COVID-19, Trust Fund for Human Security, Humanitarian-Development-Peacebuilding and Partnership Facility (HDPP), MPTF UN Partnerships on the Rights of People with Disabilities. Parmi ceux-ci, la réponse du programme conjoint à la composante 1 du Fonds commun pour les ODD a été couronnée de succès avec un financement de 1 000 000 \$ accordé au Mali, tandis que le MPTF UNPRPD a été placé dans le pipeline qui comprend les pays ayant obtenu les 25% de points les plus élevés pour chaque sous-région.

Avec la crise du COVID-19, l'équipe pays a mis à contribution les mécanismes de financement conjoints disponibles, de subventions des IFIs, et de collaboration avec le secteur privé, les ONGs, les organismes philanthropiques et d'autres institutions. Grâce à cet effort concerté, l'ONU a pu fournir jusqu'à 15 509 591 USD d'appui en réponse aux besoins exprimés par le gouvernement et conformément aux mandats spécifiques des agences.

En outre, de nombreuses propositions conjointes d'AFPs ont été financées par le biais de mécanismes de finance-

ment du Pool, notamment :

- Approche intégrée pour lutter contre l'impunité et améliorer l'accès à la justice dans le centre du Mali d'un montant de 4 000 000 USD. Cette initiative offre une réponse intégrée à la question de l'impunité pour les violations et les abus des droits de l'homme, y compris les besoins spécifiques des femmes.
- La promotion de la transhumance pacifique dans la région du Liptako-Gourma d'un montant de 817 900 USD qui est une intervention urgente et appropriée pour accroître la résilience des parties prenantes par le partage des pratiques et une action concertée sur l'exploitation des ressources communes.
- Les femmes et la gestion des conflits liés aux ressources naturelles d'une enveloppe de 2 356 841 USD. Ce projet conjoint vise à contribuer à la réduction des conflits liés aux ressources naturelles dans les zones transfrontalières du Mali (Gao et Ménaka) et du Niger (Tillabéry) en renforçant la participation active des femmes aux processus et mécanismes locaux, communautaires, formels et informels de prévention et de gestion des conflits.
- Réconciliation communautaire et renforcement du vivre ensemble au Centre financé à hauteur de 3 000 000 USD. Le projet encouragera et soutiendra un dialogue durable intra et intercommunautaire autour d'intérêts communs de consolidation de la paix, et des initiatives socio-économiques communes favorisant la réconciliation communautaire et la perspective du vivre ensemble.



4. PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE PROCHAINE

Le contexte pays au Mali sera marqué en 2021 par la persistance des effets de la pandémie du Covid-19, un accroissement des vulnérabilités liées aux retombées sociales et économiques, et les risques liés au processus d'organisation des élections nationales, à la sécurité volatile avec de nouvelles régions impactées par les attaques armées, à l'augmentation des flux de déplacés internes, de réfugiés et des migrants, les difficultés d'accès aux populations et l'accroissement potentiel des populations en besoins d'assistance humanitaire.

Pour faire face à l'ensemble de ces défis, l'équipe pays des Nations Unies continuera de fonctionner dans un cadre d'urgence humanitaire et de développement, avec une approche relevée du Nexus humanitaire, développement et paix.

L'équipe pays poursuivra ainsi la mise en œuvre des priorités stratégiques de l'UNSDCF 2020-2024 en optimisant les appuis en matière de gouvernance inclusive, de participation inclusive à la vie publique et aux processus électoraux pour tous dont les femmes et les jeunes, de croissance économique, de soutien aux emplois et aux capacités productives, notamment des plus vulnérables, de développement des modes de production et de consommation durables et de protection de l'environnement, de renforcement des capacités d'offres et d'accès aux services sociaux de base et de protection sociale. Un accès particulier sera mis sur la prévention des conflits notamment dans les régions non encore affectées par les violences armées, et sur la consolidation de la paix et les

questions transfrontalières principalement dans le Liptako Gourma.

Dans cette optique l'équipe pays vise en 2021 les principaux résultats ci-après :

Résultat 1 : L'équipe de pays des Nations Unies au Mali consolide conjointement et de manière cohérente son soutien à l'action gouvernementale de lutte contre le COVID-19 en termes de prévention, de réponse, de relèvement et de renforcement de la résilience.

Résultat 2 : L'équipe de pays des Nations Unies au Mali soutient les efforts du gouvernement pour accélérer la réalisation des ODD.

Résultat 3 : L'équipe pays des Nations Unies au Mali a consolidé la mise en œuvre de l'approche intégrée de la résilience pour la prévention et la gestion des conflits et des catastrophes conformément à l'UNSDCF 2020-2024.

Résultat 4 : Les capacités conjointes de mobilisation des ressources de l'équipe pays pour l'UNSDCF / ODD sont renforcées.

Résultat 5 : Les droits de l'homme et le genre sont pris en compte dans le plaidoyer du SNU, les programmes mis en œuvre dans le cadre de l'UNSDCF 2020-2024 et le soutien et le conseil au gouvernement.

Résultat 6 : La stratégie opérationnelle commune de nouvelle génération (BOS 2.0) est mise en œuvre et améliore l'efficacité opérationnelle et l'efficacité des entités des Nations Unies.

REPONSE COVID-19

Les principales priorités pour 2021 sont la continuité de la réponse COVID-19 dans les secteurs de la protection sociale, de la santé et de l'éducation, y compris le déploiement du plan national de mise en œuvre de la vaccination, la relance économique et la sécurité alimentaire. La Plan de réponse socioéconomique du COVID-19 élaboré par l'équipe pays restera au cœur des interventions programmatiques dans le cadre de la mise en œuvre de l'UNSDCF pour un relèvement rapide et durable et la résilience des populations affectées par cette pandémie. Près de 40% du Plan de travail annuel se concentreront sur le développement du capital humain, notamment les systèmes de santé incluant la vaccination à grande échelle et les soins de santé maternelle et la prévention, la protection de l'enfant incluant l'exploitation et les abus sexuels, l'éducation. Le développement du capital humain restera ancré dans la stimulation de la prestation de services et le renforcement des capacités institutionnelles pour une approche systémique et une

gouvernance à plusieurs niveaux.

Les Nations Unies appuieront également au cours de l'année 2021 la réalisation par le gouvernement et ses partenaires d'une étude d'impact socioéconomique de la COVID-19 à une grande échelle. Elle sera articulée autour de :

- Modèle d'Equilibre Général Calculable pour cerner les effets macroéconomiques ;
- Enquête auprès de 2 000 ménages (représentative aux niveaux national et régional et selon le milieu de résidence);
- Enquête auprès du Secteur Privé (500 entreprises formelles et informelles).
- Enquête sociale et environnementale pour évaluer l'impact des masques et matériels déployés pour lutter contre la Covid-19

ONE UN

L'équipe poursuivra et consolidera en 2021 les acquis en matière de Delivery-as-One en renforçant la construction de la synergie et la mutualisation des capacités des agences sur le terrain pour répondre aux besoins des populations. La stratégie de mobilisation conjointe des ressources et de développement de partenariats sera exécutée de façon optimale pour mobiliser conjointement des ressources nécessaires. Des programmes conjoints seront développés sur des thématiques prioritaires et porteuses pour mobiliser les ressources avec une stratégie de communication conjointe agressive et visant à relever la visibilité des résultats des Nations Unies dans le pays.

Une attention particulière sera portée à l'opérationnalisation du nouveau BOS 2.0 aux fins d'optimiser les services communs, d'accroître l'efficacité des opérations et de réaliser des économies d'échelle et réduction des coûts pour les AFPs.

FINANCEMENT ET PARTENARIAT STRATEGIQUE

Pour accompagner le nouveau cadre de coopération, une stratégie de mobilisation des ressources et une stratégie de communication mises à jour guideront et renforceront les efforts de l'équipe pays au Mali dans la création de partenariats et la mobilisation des ressources afin d'obtenir des résultats durables dans le pays au cours des quatre prochaines années. Reconnaisant la faiblesse de financement de la part de plusieurs partenaires (le secteur privé, les IFI, le gouvernement et d'autres), l'équipe pays des Nations Unies au Mali explorera et promouvra les possibilités de partage des coûts et des partenariats plus solides afin de tirer parti des possibilités de financement. En outre, de nouvelles sources de financement seront identifiées, y compris les options de financement mixte et influencer l'environnement politique pour faciliter l'augmentation de flux de ressources pour les priorités nationales liées aux ODDs.

Le partenariat avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et aussi l'Union européenne, des partenaires qui partagent les mêmes idées, reste essentiel pour aider et catalyser les financements publics et privés, intérieurs et extérieurs, y compris les financements climatiques, les prêts concessionnels et les investissements du secteur privé. L'équipe pays y prêtera une attention particulière.

“BUSINESS INNOVATIONS”

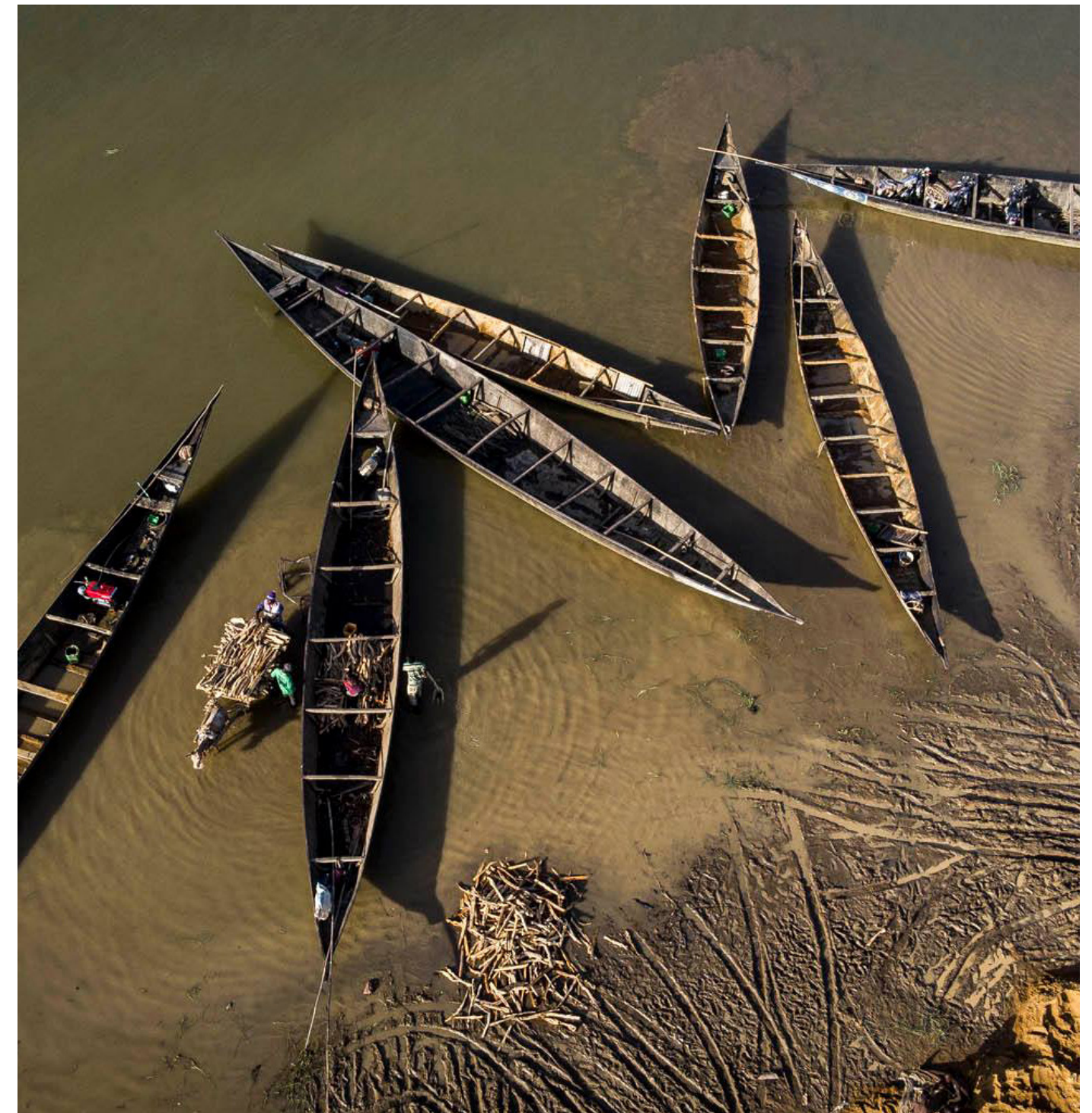


A la suite de l'approbation du BOS en 2020, l'équipe pays continuera à mettre en œuvre en 2021 des initiatives visant à harmoniser les pratiques et procédures des opérations et la mise en place de services. La stratégie opérationnelle se poursuivra pour accompagner le nouveau Cadre de coopération 2020-2024, en identifiant les possibilités de garantir que davantage de services communs dans divers domaines opérationnels puissent être fournis afin d'améliorer les performances escomptées et de réduire les coûts. L'accent sera aussi mis sur le développement des indicateurs clés de performance (ICP) et sur le coût des services fournis en rationalisant la composante suivi et évaluation du BOS 2.0.

MISE EN OEUVRE DES ODD

Au cours de l'année 2020, l'équipe pays des Nations Unies au Mali, sous la direction du Coordonnateur Résident, a soutenu le gouvernement dans l'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et des activités liées à l'Agenda 2030. Les Agences, Fonds et Programmes ont travaillé en étroite collaboration avec la Cellule Technique de la Stratégie de lutte contre la pauvreté (CT-CLSP) pour s'assurer que la réalisation des objectifs du CREDD et les plans nationaux de développement englobent pleinement les ODD et tout ce qui est lié à l'Agenda 2030.

En 2021, l'équipe poursuivra la mise en œuvre du Programme conjoint pour le financement du développement du capital humain au Mali visant l'amélioration des capacités nationales à mobiliser des ressources locales et externes pour la réalisation des ODD dans un contexte d'espace budgétaire limité. L'équipe pays des Nations Unies vise à contribuer à travers ce programme financé par le Fonds ODD à relever la manière dont le Mali peut utiliser plus efficacement les ressources publiques existantes et mobiliser des ressources supplémentaires pour financer le développement de son capital humain. Le SNU continuera aussi au cours de l'année 2021 à appuyer les exercices de revue budgétaire et le renforcement du système intégré de gestion de l'aide publique.



ANNEXES

PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

1. Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
2. Ministère de l'Economie et des Finances
3. Ministère de la Santé et des Affaires sociales
4. Ministère de la Justice et des Droits de l'homme, garde des Sceaux
5. Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation
6. Ministre de la Sécurité et de la Protection civile
7. Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté
8. Ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale
9. Ministère de l'Industrie et du Commerce
10. Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population
11. Ministère des Infrastructures et de l'Équipement
12. Ministère de l'Énergie et de l'Eau
13. Ministère de la Culture
14. Ministère de la Promotion de l'Investissement privé, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Entrepreneuriat national
15. Ministère chargé des Réformes institutionnelles et des Relations avec la Société civile
16. Ministère de l'Agriculture
17. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable
18. Ministère de l'Éducation nationale
19. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
20. Ministère de l'Elevage et de la Pêche
21. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
22. Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle

OSC/ONG

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AFP	Agences, Fonds et Programmes
AICS	Agence italienne de la Coopération pour le Développement
ANPE	Agence Nationale pour l'Emploi
APEJ	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes au Mali
BIT	Bureau International du Travail
CCA	Common Country Analysis
CDN	Contribution Déterminée au Niveau national
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERF	Central Emergency Response Fund
COVID-19	Coronavirus Disease 2019
CPS	Cellule de Planification et de Statistiques
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSCoM	Centre de Santé Communautaire
CSRef	Centre de Santé de Référence
DCM	Direction de la Coopération Multilatérale
DDHP	Division des Droits de l'Homme et de la Protection
DFID	Department for International Development
DNE	Direction Nationale de l'Emploi
DNEFP	Direction Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DNFP	Direction Nationale de la Formation Professionnelle
DNK	Danemark
DSRSG	Deputy Special Representative of the Secretary General
EHA	Eau, Hygiène, Assainissement
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FDSM	Forces de Défense et de Sécurité Maliennes
GA	Groupe des Ambassadeurs
GEC	Groupe Exécutif de Coopération
HC	Coordonnateur Humanitaire
HRP	Plan de Réponse Humanitaire
IFI	Institutions Financières Internationales
INSTAT	Institut National des Statistiques
IP	Insuffisance Pondérale
IPC	Indice de Pauvreté Communale
ISF	Cadre Stratégique Intégré
LNOB	Leave No One Behind
M5-RFP	Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MGF	Mutilation Génitales Féminines
MINUSMA	Mission Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MIRAC	Migration Ressource Allocation Committee
MODA	Multiple Over lapping Deprivation Analysis
MPTF	Multi Parter Trust Fund

NFI	Kit Minimum Essentiel
NU	Nations Unies
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
ODD	Objectif de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUDC	Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONU femmes	Entité des Nations Unies pour l’Egalité des Sexes et l’Autonomisation des Femmes
OSC	Organisations de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PBF	Peace Bulding Fund
PDI	Personnes Déplacées Internes
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan de Travail Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RC	Coordonnateur Résident
SAJP	Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires
SDG	Sustainable Development Goals
SMART	Standardized Monitoring and Assessment for Relief and Transitions
SNU	Système des Nations Unies
UE	Union Européenne
UNCDF	UN Capital Development Fund/Fonds des Nations Unies pour l’Equipement
UNCT	Equipe de Pays des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’Enfance
UNPOL	Police des Nations Unies
UNSDCF	Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
USAID	Agence des Nations Unies pour le Développement
USD	United State Dollar
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus de l’Immunodéficience Humaine/Syndrome de l’Immunodéficience Acquis
WFP	World Food Programme



NATIONS UNIES
MALI

